

Mémoire

La Guerre du golfe

**La stratégie de la marine dans le contexte d'une force
interalliée et interarmées**

CC Holt

Groupe D1

Avril 2000

FICHE DE PRESENTATION

1. Titre : La Guerre du golfe : La stratégie de la marine dans le contexte d'une force interalliée et interarmées
2. Grade nom : CC Holt
3. Date de remise du mémoire : 6 avril 2000
4. Division : D Groupe 1
5. Mémoire d'étude dirigée de stratégie
6. Résumé : Voir le page prochain

Sommaire

La situation au Moyen-Orient le 1^{er} août 1990 apparaissait calme malgré les informations collectées par les États-Unis, indiquant une concentration des troupes irakiennes auprès de la frontière de Koweït. En réalité, si l'analyse minutieuse des facteurs géopolitiques avait été faite, la communauté internationale se serait rendue compte que la stabilité dans la région était extrêmement fragile. Le lendemain, l'Irak s'est emparé du Koweït avec pour objectifs de contrôler ses richesses pétrolières, d'accéder à un débouché maritime, d'échapper à l'importante dette de guerre et d'augmenter son influence religieuse et pan-arabes sur les populations de la région. Confiant dans sa capacité à se défendre contre toute réaction extérieure et convaincu que les Américains étaient géographiquement trop loin, indifférents et incapables de monter une riposte crédible, Saddam Hussein, en tant que dictateur irakien, ne pouvait pas résister à la tentation de revendiquer son voisin riche mais faiblement défendu.

En réalité, la riposte de la coalition conduite par les États-Unis fut rapide, forte et soutenue par la plupart des états du monde. L'objectif politique principal était de ramener le Koweït sous le contrôle de son gouvernement légitime. D'autres objectifs, y compris la stabilisation de la situation géopolitique, la neutralisation de la capacité d'armement irakienne (chimiques, biologiques, nucléaires, etc) sans toutefois trop l'affaiblir et la stabilité du flux pétrolier vers les États-Unis, se sont imposés au fur et à mesure du conflit. Autrement dit, la menace irakienne aura été contrôlée sans créer un vide géopolitique dans lequel l'Iran aurait pu facilement intervenir et ainsi déstabiliser encore une fois la situation. De plus, les décideurs politiques occidentaux ont vite été convaincus de la nécessité d'une intervention militaire par une armée interalliée. Mais la situation était particulièrement sensible quand on considère les enjeux très élevés, la pression temporelle énorme à cause de l'opinion publique et les soucis graves concernant la capacité de nuisance de l'ennemi. Bref, la décision a été prise rapidement de mettre sur pied un dispositif pour la libération du Koweït.

Sur le plan de la stratégie maritime, la marine irakienne était mineure par rapport à celles des alliés. Pourtant, les composantes marines de la coalition étaient indispensables pour des raisons stratégiques telles que la projection des troupes et des matériels sur le théâtre (y compris l'important soutien logistique maritime), la protection et la sécurité sur la zone, la dissuasion et la projection de puissance. Au fur et à mesure du conflit, l'augmentation de la pression à la fois diplomatique et militaire s'acheva le 15 janvier 1991, à partir de laquelle toutes les activités préparatoires étaient figées et la projection de puissance était focalisée sur l'armée irakienne, d'abord au Koweït puis en Irak. La marine jouait un rôle prédominant aussi pendant l'offensive – notamment, la projection de puissance.

Par ailleurs, la technologie utilisée pendant la guerre du golfe a entraîné une rupture radicale dans la nature de la guerre, pas seulement au niveau tactique aussi au niveau stratégique. D'une part, la stratégie militaire de la coalition au cours de la guerre du golfe avait des points communs avec celles des stratégies classiques. D'autre part, la stratégie était actualisée et spécifique aux conditions uniques à la situation géopolitique rencontrée et aux moyens de l'ennemi. La technologie donne aux décideurs politiques la possibilité de s'impliquer plus dans le processus militaire. La capacité de cibler des objectifs stratégiques, de les détruire avec précision, de minimiser les dommages collatéraux, de communiquer directement entre le théâtre et le quartier général à distance sont des facteurs nouveaux, jusque là inconnus. La démarcation entre la commandement stratégique et les pouvoirs politiques devient plus en plus flou.

Le déroulement de la stratégie militaire était considéré une succès. De ce fait, malgré la réussite des opérations militaires dans le golfe arabo-persique, le bilan politique n'était pas aussi positif. Le leadership politique a donné au militaire la liberté de développer des stratégies avec une compréhension nette des objectifs politiques et un mandat clair. De plus, le concept interarmée s'est avéré être une stratégie militaire d'emploi des forces très important qui est faisable dans une guerre interalliée, conventionnelle qui s'impose comme le concept d'opérations le plus probable dans les conflits régionaux futurs. Enfin, l'opinion publique doit être gérée soigneusement par les responsables militaires, la doctrine de gestion médiatique développée au niveau stratégique de concert avec les médias, afin d'assurer à la fois le respect de leurs droits juridiques durant la guerre sans gêner l'action militaires.

Finalement, depuis la succès de l'armée interalliée agissant sous l'égide de l'ONU, la situation géopolitique reste toujours tendue. L'enjeu pétrolier existe plus que jamais (la dépendance américaine sur le pétrole qui vient du Moyen-Orient augmente), la diversité religieuse et les rivalités entre minorités continuent d'évoluer. Saddam Hussein reste au pouvoir. L'Irak s'isole en refusant de coopérer avec les inspecteurs de l'ONU et la communauté internationale en général. Malgré la polémique qui persiste, l'embargo reste en vigueur (l'ONU est en train de considérer la terminaison de l'embargo en face des arguments humanitaires).

Le Proche-Orient



Table des matières

Sommaire	i
Table des matières.....	ii
<u>Introduction</u>	
La problématique et la thèse.....	1
La situation géopolitique initiale au Moyen-Orient	
Le conflit Irak-Iran.....	1
La balance de pouvoir dans le Moyen-Orient et des points sensibles.....	2
Les axes militaires et politiques importants au Moyen-Orient	2
Saddam Hussein	
Son accession au pouvoir.....	4
L'ONU	
Mauvaise compréhension de la situation.....	4
Les marines de la coalition.....	4
La menace	
Les objectifs politiques de l'Irak.....	5
Les ressources militaires de l'Irak.....	5
La stratégie militaire de l'Irak.....	6
La situation juridique.....	7
Le plan.....	7
<u>Partie I – Le phase préparatoire jusqu'à l'offensive de l'ONU</u>	
Les objectifs politiques	
L'ONU.....	8
Les principaux pays de la coalition.....	8
La France.....	8
La Royaume-Uni.....	9
Le Canada.....	9
Les États-Unis.....	9
La Russie.....	10
La réponse militaire immédiate	
Les succès et les échecs.....	11
La stratégie de l'ONU	
L'état final recherché.....	11
Options stratégiques prises en compte.....	11
La stratégie maritime – implications commerciales.....	12
La stratégie interalliée de la marine, phase préparatoire.....	12
La stratégie maritime interalliée	
Contraintes.....	13
Présuppositions.....	13
Centre de gravité.....	14
Le commandement.....	14
Le flux logistique stratégique.....	15
Le niveau de force multinationale marine disponible.....	16
<u>Partie II – Pendant la guerre</u>	
La projection de la force maritime	
Logistique.....	17
Les commandos de la marine.....	18
Protection, prévention et dissuasion	
Dragage de mines.....	18
L'embargo.....	19
La projection de la puissance maritime.....	19
La médias.....	21
La nouvelle technologie.....	22
Renseignements, reconnaissance et brouillage électronique	22
Avions, missiles et porte-avions.....	22
L'appui feu.....	23
L'armée de terre et forces amphibies.....	23
<u>Partie III – Par rapport aux stratégies maritime classiques et contemporaines</u>	
Les dix principes de la guerre.....	24
Stratégies classiques.....	25
Stratégies contemporaines.....	27
<u>Partie IV – Après la guerre</u>	
Le golfe arabo-persique de la fin de la guerre jusqu'à aujourd'hui.....	29
<u>Conclusions générales</u>	31



Introduction

La problématique et la thèse

La stabilité au Moyen-orient (région du Golfe arabo-persique) étant toujours fragile, la situation est parvenue à un point de rupture en 1990. L'Irak, sous contrôle d'un dictateur absolu, avait des ambitions géopolitiques ainsi que les moyens de s'emparer du territoire de leur faible voisin. Le Koweït, se situant sur la mer arabo-persique avec un port en eaux profondes, empêchait à l'Irak d'échapper à son enclavement géographique. De plus, le Koweït était le propriétaire d'un vaste enjeu pétrolier. L'Irak, qui s'était endetté auprès du Koweït après la guerre Irak-Iran, avait hâte d'exercer une domination régionale et donc de mettre son pays dans une position d'influence mondiale. Sur le plan international, les enjeux pétroliers étaient aussi très sensibles économiquement pour d'autres pays puissants de sorte que les États-Unis ne pouvaient pas rester insensible face d'un affrontement direct.

L'agression militaire de l'Irak, envahissant le Koweït le 2 août 1990, a entraîné une vive réaction du monde entier. A posteriori, les menaces de ripostes politico-militaire formulées immédiatement par message puis par l'emploi rapide des forces militaires interarmées et interalliées sous l'égide de l'ONU, une coalition internationale a mis en action le dispositif militaire le plus massif depuis la deuxième guerre mondiale.

Presque une décennie plus tard, avec le bénéfice de multiples bilans sur le sujet, on peut sortir certains enseignements importants concernant la stratégie de la marine interalliée, notamment au niveau stratégie générale dans leur capacité interarmée au long du conflit. Premièrement, la stratégie marine était primordiale au succès militaire de la guerre du golfe. Deuxièmement, les stratégies de la marine coalisée avaient à la fois des points communs avec celles des stratégies classiques et une stratégie adaptée aux nouveaux armements et moyens disponibles grâce aux progrès fulgurants de la technologie. La guerre du golfe a marqué un point clé dans l'évolution de la guerre conventionnelle à cause notamment de la nouvelle technologie, la tendance vers les conflits régionaux et la convergence des fonctions politiques et militaires au niveau stratégique. Enfin, compte tenu de l'importance de l'opinion publique, une stratégie militaire médiatique et un leadership fort aux niveaux politiques et stratégiques sont primordiales pour le succès d'une intervention d'envergure de la guerre du golfe.

L'introduction chapitre décrira la situation géopolitique dans la région avant la guerre du golfe, introduira des acteurs principaux et discutera la menace - les objectifs politiques, la stratégie militaire et des ressources de l'Irak. De plus, les contraintes dans lesquels l'armée alliée devait opérer est couverte dans une courte section sur la situation juridique. Et finalement, le plan du mémoire est élaboré.



La situation géopolitique initiale au Moyen-Orient

Le conflit Irak-Iran

Le conflit Irak-Iran a influé sur la situation géopolitique dans la région dans les dix ans précédant la guerre du golfe. Avec pour but de mettre en perspective des stratégies mises en œuvre pendant la guerre du golfe, nous reviendrons brièvement sur la situation dans la région pendant ce conflit.

Tout d'abord, l'Iran et l'Irak, en tant que voisins puissants, ont une longue tradition de confrontation. Comme ancien état de l'Empire ottoman après la première guerre mondiale, l'Irak est devenu un pays sous le contrôle du Royaume-Uni. L'influence anglaise dans le golfe étant en recul après la deuxième guerre mondiale, l'Iran axait son action vers un renforcement de son rôle dans la région, notamment auprès de l'Arabie saoudite, de l'Irak et de l'Iran. En 1975, l'Irak a été gêné par les concessions de l'accord d'Alger au profit de l'Iran. En 1980, l'influence du Shah d'Iran a diminué et Saddam Hussein venait d'être proclamé Président de l'Irak. Les

deux pays ayant des ambitions géopolitiques concurrentes, la région du Chatt el Arab était un enjeu à la fois pour l'Irak et l'Iran. Bref, les conditions étaient particulièrement propices du côté de l'Irak pour revendiquer l'Iran.

Ensuite, l'Irak a attaqué l'Iran pour s'emparer de la région du Khouzistan, riche en produits pétroliers, et pour couper les liens entre les Kurdes de l'Irak et de l'Iran. En pensant que la situation était favorable pour une bataille de courte durée, Saddam Hussein a exigé de ses troupes d'accomplir les objectifs stratégiques suivants : revendication du Khouzistan considéré comme proche des irakiens ; destruction des installations militaro-industriels partout en Iran et conquête de l'Iran, notamment le Chatt el Arab. Le combat a commencé avec les réussites irakiennes mais les Iraniens ont entrepris des contre-attaques avec succès. Contrairement aux prévisions d'Hussein, le peuple du Khouzistan restait du côté iranien. Ensuite, la bataille a migré en Irak avec un taux en pertes humaines élevé. Au fur et à mesure, la guerre devenait plus une guerre économique, le pétrole étant l'enjeu clé. Chacun des parties en guerre essayait d'empêcher l'accès de l'autre au détroit d'Ormuz. En 1987, l'Irak a repris son territoire et a franchi la frontière de l'Iran sur une soixantaine de kilomètres. Finalement en 1988, l'Ayatollah Khomeini a accepté les revendications irakiennes et la guerre se termina.

De plus, la guerre entre l'Irak et l'Iran avait des répercussions profondes sur la région et notamment sur la nature de la guerre du golfe. D'abord, sur le plan financier, le Koweït et l'Arabie saoudite a prêté environ 120 milliards de dollars à l'Irak pendant les huit années de guerre.⁴ La dette qui existait encore (environ 80 milliards de dollars au moment de l'envahissement du Koweït) était un irritant significatif pour l'Irak duquel il voulait échapper. Par ailleurs, l'Irak et l'Iran vivaient sous une tension diplomatique directement liée à l'entente fragile. Ces relations tendues auront existé jusqu'au déclenchement de la guerre du golfe. De plus, parmi les pays arabes, notamment l'Arabie saoudite et les Emirats, qui soutenaient l'Irak et voyaient l'Iran comme une menace, il était difficile de rompre avec ses sentiments pro-arabes. L'ouverture de ses territoires à une occupation néanmoins courte par les forces alliées, particulièrement après la neutralisation de la menace iranienne dans la région à cause de l'Irak n'aurait pas été facile. Enfin, sur le plan de l'armement, l'emploi des armes chimiques, des démonstrations de force des avions Mirage F1 équipés du missile anti-navire Exocet AM 39 ainsi que de mines marines justifiait la réputation de l'Irak comme étant une force terrible dans la région.⁵ L'influence de la guerre entre l'Irak et l'Iran était ainsi significative à propos de la guerre du golfe.

Finalement, pendant la guerre du golfe, l'Iran gardait sa neutralité. L'Iran a dénoncé l'invasion du Koweït mais ses troupes sont restées inactives. En fait, l'Iran a profité de la situation pour regagner les terres perdues pendant la guerre Irak-Iran en échange de sa neutralité.

La balance de pouvoir dans le Moyen-Orient et des points sensibles

Les détroits d'Ormuz, de Bab el-Mandeb et de Tiran et le canal de Suez étaient des points sensibles maritimes d'importance stratégique pendant la guerre du golfe. Le contrôle de ces zones était le préalable au contrôle de la région.

Selon le contre-amiral français Gérard Gazzano, « l'océan indien n'a jamais coïncidé avec une entité politique. Le niveau de développement de ses états riverains est trop hétérogène, les influences religieuses trop diverses, les orientations politiques trop dissemblables, les intérêts trop égoïstes et les démographies trop inégales pour qu'une communauté de pensée émerge et puisse s'inscrire durablement dans une coopération véritable qui dépasse le slogan réducteur « d'océan indien : zone de paix ». »¹ De cette manière, l'amiral décrivait la situation complexe dans le Moyen-Orient et donc l'instabilité potentielle qui existait dans la région avant la guerre du golfe.

Les axes militaires et politiques importants au Moyen-Orient

Les grandes lignes militaires et politiques dans la région étaient compliquées. Les plus importantes seront traitées succinctement ci-dessous, le but étant de donner une image de la situation avant que la guerre du golfe ne commence.

Dans un premier temps, Saddam Hussein considérait l'Irak comme le vainqueur du conflit avec l'Iran et ainsi comme la puissance dominante dans la région. De plus, il se considérait comme le chef du mouvement pan-arabe malgré d'autres centres d'unités potentiels comme la Syrie et l'Egypte. À son avis, l'Irak avait payé un prix élevé pour défendre la région contre la menace chiite en attaquant l'Iran. Il considérait aussi que des émirats mineurs dans la région comme le Koweït n'avaient apprécié ses sacrifices, ni financièrement ni

politiquement, à leur juste valeur. Par exemple, Hussein s'est senti trahi quand le Koweït et l'Arabie saoudite ont établi le prix du pétrole bas et donc défavorable à l'Irak. Il a ressenti que cela comme une sorte de guerre menée contre l'Irak.⁴

Par ailleurs, la Syrie était considérée comme une puissance significative sur le plan militaire. Les relations de l'Irak et la Syrie étaient donc tendues. Hafez el-Assad voulait impliquer ses troupes dans l'action contre l'Irak, mais le sentiment anti-américain était fort. Au fur et à mesure, la Syrie a envoyé des soldats sous l'égide d'une action arabe.²

Les relations entre l'Irak et l'Égypte ont subi un échec majeur quand Saddam Hussein a tout d'abord clamé sa neutralité à Hosni Mubarak à propos du Koweït, puis triché en envahissant le Koweït. Très gêné, le Président égyptien a décidé d'envoyer des troupes égyptiennes en Arabie saoudite pour se joindre à la coalition contre l'Irak. En réalité, cet événement a fortement contribué à la cohésion du monde arabe contre les agressions irakiennes.²

L'Irak trouvait un ami en Jordanie sur le plan logistique. Isolé effectivement par le blocus interallié et par des ennemis qui l'encerclaient, l'Irak recevait du matériel par voie routière à partir du territoire Jordanien. Le flux était néanmoins relativement mineur et ne posait donc pas un souci grave pour les forces interalliées.²

Le Koweït, pour sa part, n'était pas une menace pour l'Irak. En revanche, il offrait des réserves énormes de pétrole, il avait un débouché sur le golfe arabo-persique avec des eaux profondes et il était faiblement défendu. De plus, Saddam Hussein argumentait que le Koweït avait des racines communes avec l'Irak. En fait, le Koweït était un protectorat britannique depuis que le commerce avec l'Inde passait sur le territoire du Koweït et, bien avant le pétrole, le fameux commerce de la soie. Aussi, la frontière n'était pas bien définie et les Irakiens accusaient les Koweïtiens de tirer du pétrole du territoire irakien par voie sous-terrainne. Les relations Koweït-Irak se sont dégradées quelques jours avant l'offensive irakienne quand le Koweït a répondu à une demande d'argent (10 milliards dollars) en insistant sur une entente à propos de leur frontière commune. Hussein a été profondément insulté par un commentaire concernant la pauvreté apparente de l'Irak et par le fait qu'il aurait pu prostituer ses femmes pour s'en sortir!⁴ En bref, les conditions étaient propices pour une rupture majeure de la stabilité dans la région.

L'Arabie saoudite et l'Irak avaient des liens financiers à la fois comme banquiers et aussi comme régulateurs des prix de pétrole. Avec les racines arabes communes et la forte dépendance sur les décisions prises par l'Arabie saoudite, les relations entre les deux pays étaient aussi tendues.⁴

L'Irak et la Turquie avaient des racines étroites provenant de l'empire ottoman. L'Irak, comme ancien état ottoman, était directement lié avec les Turcs à cette époque. En revanche, pendant la guerre du golfe, la Turquie était alliée avec la coalition et ainsi elle était vulnérable car située dans le rayon d'action des avions irakiens.⁴

Puis, Israël était toujours un ennemi de l'Irak. Comme nation juive située au sein du monde arabe, l'Irak l'avait perçue comme un obstacle géographique, politique, religieux contre le monde arabe. Israël étant assez proche géographiquement de l'Irak, il était une cible facile d'atteindre. De plus, Saddam Hussein pouvait prendre l'Israël pour cible sans conséquences ou opposition de la part du monde arabe.⁴

En résumé, l'Irak pouvait être caractérisé comme un pays puissant sur le plan militaire, comme fragile financièrement avec une dette considérable et une seule industrie significative (pétrole), comme une menace à cause de son président dictateur évidemment pas content d'être enclavé géographiquement, sans accès à la mer et enfin avec des ambitions pan-arabes fortes.



Saddam Hussein

Son accession au pouvoir

Saddam Hussein est né le 28 avril 1937 et est entré dans le parti Baath en 1957. En 1963, le parti Baath a été chassé de pouvoir et Saddam Hussein a été emprisonné entre 1964 et 1966. Le parti Baath s'est rétabli en 1968 sous Al-Bakr, Hussein étant responsable de la sécurité nationale. De 1968 à 1971, environ 2.000 opposants du parti Baath ont été exécutés ou ont disparu. ⁴ Le 22 juillet 1979, dans le but de liquider ses adversaires et de s'emparer du contrôle du parti Baath, Saddam Hussein a annoncé devant un congrès régional la découverte d'un complot soutenu par la Syrie. Soixante des délégués présents ont été arrêtés lors de la réunion dont 55 ont été condamnés et 22 ont été tués. ⁴ À partir de ce jour, Saddam Hussein assume le rôle de Président de l'Irak.

Au cours de sa carrière, Saddam Hussein a démontré la volonté de diriger d'une manière dictatoriale. Il est opportuniste de sang-froid qui fait toujours preuve de sa capacité de manœuvrier et évite les interventions de ses adversaires. En suivant une stratégie d'élimination immédiate de toute forme d'opposition, Saddam Hussein maintient un contrôle concret de longue durée.



L'ONU

Mauvaise compréhension de la situation

Dans les années précédant la guerre du golfe, les États-Unis et le Royaume-Uni avaient mal interprété les renseignements recueillis par satellite et des indications diplomatiques négatives. Par exemple, en dépit des démonstrations anti-américaines et des images des mouvements des troupes vers la frontière koweïtienne, les Américains n'ont pas prévu l'invasion du Koweït par l'Irak. En fait, les Américains voyaient à cette époque l'Iran comme la menace principale dans la région et l'Irak comme le moyen de la contrôler. Ils lui vendaient des armes de haute technologie et lui versaient de l'argent pour soutenir leurs efforts dans la région. L'invasion du Koweït a donc été un choc pour les États-Unis et ses alliés.

Les marines de la coalition

Les marines interalliées comprenaient des moyens suivants : ¹³

États-Unis	100 navires, 6 porte-avions, 90.000 marins
Grande-Bretagne	23 navires, 3.000 marins
France	14 navires, 2.400 marins
Canada	3 navires, 1.830 militaires
Italie	5 navires, 1.300 hommes
Belgique	5 navires, 400 marins
Espagne	3 navires, 500 hommes
Pays-Bas	2 frégates, 400 hommes
Grèce	1 frégate, 200 hommes
Australie	3 navires, 600 hommes
Argentine	2 navires, 300 hommes



La menace

Les objectifs politiques de l'Irak

L'objectif politique clé de l'Irak était d'accroître politiquement et économiquement sa domination au Moyen-Orient. Le gouvernement irakien, avec le désir de devenir le premier pays et le leader du monde pan-arabe, devenait très puissant avec une armée au quatrième rang au monde et un effectif dépassant 1.000.000 d'hommes. Ce n'était pas étonnant en considérant les principes fondamentaux du parti Baath : « les Arabes ne constituent qu'une seule nation qu'il convient de réunifier; le socialisme arabe doit combattre simultanément le colonialisme et régénérer les structures de la société... »⁴

Sur le plan financier, après environ neuf ans de guerre contre l'Iran, l'Irak a accumulé une dette d'environ 80 milliards de dollars américains.² Faute des ressources humaines disponibles pour faire fonctionner les entreprises industrielles ou commerciales, l'économie irakienne devenait graduellement très limitée et fortement dépendante de ses ressources pétrolières. En cherchant un moyen rapide d'une part pour résoudre ses problèmes financiers et d'autre part pour augmenter son influence régionale, Saddam Hussein a tourné les yeux vers le Koweït. Après avoir annexé le Koweït, l'Irak contrôlerait à peu près de 40% de réserves pétrolières du monde. L'Irak sortirait plus influent, assurant un meilleur contrôle de l'OPEP en particulier au détriment de l'Arabie saoudite. Elle se serait donné la possibilité de vendre ses produits pétroliers à un prix plus favorable pour elle. De cette manière, l'Irak achèverait en même temps l'hégémonie politique et économique.

Les ambitions expansionnistes de l'Irak dans la région arabo-persique ont naturellement causé des soucis sérieux parmi les autres pays arabes et le monde en général. Après l'invasion du Koweït et les ripostes diplomatiques de la communauté internationale, Saddam Hussein a proposé que « ...tous les problèmes d'occupation, actuels ou à venir, dans la région tout entière soient réglés sur la même base et selon les mêmes principes énoncés par le Conseil de sécurité. »² Hussein, avec cette intervention, a essayé de limiter la résistance des pays arabes ligüés contre l'Irak, de diffuser les arguments des pays Occidentaux, qui ne reconnaissent pas l'occupation israélienne, en les mettant dans une position gênante, et de mobiliser le monde arabe en appelant les « musulmans du monde entier contre l'oppression et la trahison » afin de délivrer « La Mecque et le tombeau du prophète Mahomet à Médine. »²

Par ailleurs, la légitimité sur la revendication du Koweït a été argumentée par l'Irak comme étant un lien historique avec le territoire sur lequel le Koweït a été créé. Étant sur une route naturelle pour les matières premières du golfe arabo-persique et ayant le seul port en eaux assez profondes pour les navires, le Koweït était une zone économiquement importante depuis longtemps, bien avant que le pétrole ne devienne un enjeu. Durant la guerre, Saddam Hussein déclarait que le Koweït avait fait partie de l'Irak pendant des siècles. Selon lui, il était « ..séparé, après la Première guerre mondiale, par les agissements machiavéliques du colonialisme britannique et des grandes firmes pétrolières. »¹ En fait, les intérêts britanniques se sont développés graduellement pendant une longue période de temps commençant le trafic entre le Royaume-Uni et l'Inde. Ensuite, avec l'ouverture du canal de Suez, le Koweït est devenu le port d'importation de produits comme par exemple du riz indien pour la consommation des populations arabes. En 1913, le Royaume-Uni et les Ottomans reconnaissaient le Koweït comme un pays autonome puis, en 1923, ils ont officiellement reconnu la frontière Irak-Koweït. En 1932, l'Irak a accordé l'indépendance au Koweït. Cependant ce n'était pas en permanence avec la naissance de nouveaux marchés de produits pétroliers mondiaux et l'impact profond sur les économies, particulièrement dans le Moyen-Orient. L'argumentation de Saddam Hussein était donc sans fondement et la revendication du territoire Koweïtien était pour satisfaire ses autres objectifs politiques: s'emparer du pétrole koweïtien et ainsi arracher un contrôle significatif des ressources pétrolières mondiales et donc une forte influence sur les prix, obtenir un accès direct sur le golfe arabo-persique avec lequel l'Irak pouvait profiter pour valoriser leur commerce pétrolier, franchir de ses dettes et augmenter son influence pan-arabe.

Les ressources militaires de l'Irak

La marine irakienne n'était pas significative et ne posait donc qu'une menace secondaire dans le cadre de sa capacité à détruire les composantes alliées. Il fallait quand même que les marines coalisées respectent sa capacité pour les raisons suivantes :²

- Les composantes alliées stratégiques, comme les porte-avions par exemple, partageaient étroitement les eaux étroites et minées du golfe persique. De plus, elles étaient dans les rayons d'actions des avions et missiles irakiens;
- Sur le plan médiatique, les effets psychologiques de la perte de matériels pèseraient plus lourd que la réalité et auraient donc pu contraindre la stratégie militaire si le soutien public avait diminué sérieusement. En combinaison avec les autres événements, par exemple l'entrée d'Israël dans la guerre, cela rendrait cette situation plus instable;
- Le risque d'interruption du flux logistiques allié (la centre de gravité de la coalition pendant la phase préparatoire);
- Le risque d'interruption d'approvisionnement en pétrole des économies occidentales.

La menace de la marine irakienne, principalement le minage et le terrorisme naval, venait des forces navales suivantes: ¹

- Quatre frégates (du type italien Lupo de 2 500 tonnes);
- Six corvettes (de 700 tonnes);
- Vedettes lance-missiles : sept OSA I et II d'origine soviétique dotée de missiles Styx et cinq patrouilleurs ex-koweïtiens équipés de MM 40 Exocet (quatre du type TNC 45 de 250 tonnes, et un du type FPB 57 de 400 tonnes) capturés lors de l'invasion du Koweït ;
- Près de soixante-dix petites unités de moins de 50 tonnes, dont une trentaine ex-koweïtiennes, et seize bâtiments amphibies dont trois Polnocny de 1 200 tonnes ;
- Une absence de menace sous-marine.

La menace qui venait de l'aviation d'assaut (Mirages F1 équipés du missile anti-navire Exocet AM 39, des Falcons et des hélicoptères Super-Frelon capables d'emporter le missile Exocet AM 39, version air-mer), et des batteries côtières équipées du missile anti-navire Silkworm.⁵

Enfin, il y avait des menaces sur le théâtre provenant des armes chimiques, bactériologiques ou nucléaires. Dans le cadre des armes nucléaires, l'Irak a dépensé environ 10 milliards de dollars pour les développer. Il restait entre quelques mois et 5 ans avant d'avoir la capacité nucléaire d'après l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA).² L'armée irakienne ne se servait pas de telles armes, néanmoins, elles avaient un effet psychologique significatif qui aurait influé les décideurs. Par exemple, en décidant l'intervention alliée, ils auraient plus probablement choisi une opération de courte durée, réduisant ainsi la probabilité de leur emploi.

La stratégie militaire de l'Irak

La stratégie militaire de l'Irak était effectivement de revendiquer le Koweït et ensuite de se défendre contre les représailles de l'extérieur. Situé sur un terrain bien connu, avec une force endurcie au combat pendant la guerre Irak-Iran et étant en 4^e rang des puissances militaires à l'échelle mondiale, l'Irak montrait une force de dissuasion puissante contre des attaques du Moyen-Orient ou de l'Europe. Or, les États-Unis était à environ 14.000 nautiques de Koweït, des échecs comme l'attaque à Granada restant en mémoire et ayant montré des signaux amicaux (par exemple visite en juillet 1990 de Madame April Glaspie, diplomate américaine), Saddam Hussein n'était pas au courant avec les avances technologiques énormes des armes de combat américaines. Il était évident que le CEMA irakien n'envisageait pas une contre-offensive alliée de l'intensité que les troupes irakiennes ont rencontré.

Par ailleurs, sur le plan maritime, la marine irakienne avait un dispositif de minage dans le golfe persique surprenant. En attendant la poursuite du minage dans la zone au large de Koweït pour défendre contre une attaque amphibie, il y avait déjà des mines couvrant une zone extrêmement étendue au long des côtes du Koweït jusqu'aux eaux internationales.



La situation juridique

L'embargo mis sur pied par la coalition dans le golfe arabo-persique en août 1990 avait pour objectif de mettre fin à une violation grave du droit international : l'occupation du Koweït. Il a trouvé sa légitimité dans les résolutions 661 à 670 du Conseil de sécurité de l'ONU.¹ Certes, ces actions alliées auraient pu être tenues comme une dérogation des droits de la mer, de liberté de navigation et de compétence exclusive de l'État sur les navires portant son pavillon en haute mer. Mais l'embargo était tout simplement un moyen de mettre l'Irak sous pression. Les navires retenus ont subi des inspections pour faire preuve qu'ils portaient des cargaisons légales. Ensuite, ceux qui ne transportaient pas les frets destinés à aider l'Irak étaient libres de continuer. Les navires qui venaient de l'extérieur et qui portaient des armes ou du fret qui auraient bénéficié aux efforts de guerre de l'Irak étaient déroutés. Les navires irakiens étaient immobilisés dans leurs propres ports afin de mettre sous pression économique le gouvernement irakien. La coalition imposait des « sanctions économiques » sans commettre d'agressions parce qu'ils ne capturaient pas les cargos. Ainsi, les alliés respectaient le concept de liberté de commerce et de navigation en haute mer des marines marchandes légitimes.

De plus, la résolution 665 du Conseil de sécurité exigeait des membres de la coalition de prendre des mesures nécessaires pour arrêter les navires marchands.¹ L'application stricte des règles dépassait effectivement les limites du droit de la mer. Ces décisions, prises sous les auspices du chapitre VII de la Charte de l'ONU, étaient en vigueur pour tous les États membres. En réalité, la mission prescrite aux forces navales alliées relevait naturellement de l'article 41 de la Charte puisque pour résoudre la crise, il s'agissait de l'application de mesures fermes plutôt que des confrontations agressives.

Notamment, aux États-Unis, le Congrès et la Maison Blanche avaient une relation étroite pendant la guerre du Golfe. Le Congrès a voté en faveur d'une intervention militaire en janvier 1991. En réalité, c'était une formalité puisque le Président avait le droit de prendre cette décision. Néanmoins, le Président a suivi la voie politiquement correcte en collaborant avec le Congrès la plupart du temps. Les deux décisions prises unilatéralement par le Président se sont passées le 7 août 1990, lorsque le secrétaire à la Défense a annoncé l'engagement des États-Unis à protéger l'Arabie Saoudite d'une agression irakienne et, le 8 novembre 1990, lorsque le Président a choisi de doubler le contingent déployé dans le Golfe afin qu'une option militaire offensive puisse aboutir.

Enfin, parmi les membres européens de la coalition, le traité de l'UEO leur a permis de travailler ensemble efficacement sur un plan juridique relativement clair. L'interopérabilité des forces navales sur mer, l'application de l'embargo et les opérations de déminage en particulier, faisait preuve de la valeur d'un système de coordination interalliée étroit.



Le Plan

Dans les grandes lignes, il est proposé de suivre une logique approximativement chronologique. Nous commençons notre discours pendant la période de la montée en puissance ou autrement dit, la phase préparatoire. Les objectifs politiques des pays membres de l'ONU ont abouti dans une réponse militaire immédiate et une projection de force. La stratégie interalliée et interarmées, y compris la marine, est traitée. Dans un deuxième volet, le déroulement de la stratégie maritime est examiné durant l'offensive des forces alliées. Par ailleurs, la troisième partie suit une forme non-chronologique repérant vers la stratégie maritime classique et contemporaine - la doctrine de quelques stratégestes marins célèbres sera évoquée afin de présenter le contexte de la contribution des forces marines pendant la guerre du golfe. Enfin, en revenant sur le plan chronologique, la situation stratégique après la guerre sera traitée.



Partie I

La Phase Préparatoire jusqu'à l'offensive de l'ONU

La phase préparatoire était ponctuée par l'éclatement des hostilités et suivie par des réactions diplomatiques, une réponse rapide militaire et enfin par une montée de la force interarmées et interalliée se terminant quand le rapport de la force était favorable à l'offensive de l'ONU. Ce chapitre sera traité en 4 volets : tout d'abord les objectifs politiques de l'ONU et des pays membres ; puis sera analysé la réponse militaire à ce défi ; puis la stratégie de l'ONU ; enfin la stratégie maritime appliquée.

Les objectifs politiques

L'ONU

L'objectif primordial fixé officiellement par le Conseil de sécurité de l'ONU était de rétablir l'autorité du gouvernement légitime du Koweït – d'autres objectifs politiques originaires des pays membres sont évoqués ci-dessous. Pour qu'ils puissent intervenir légitimement, quelques résolutions ont été promulguées qui constataient concrètement la position de l'ONU. En résumé, les suivantes étaient parmi les plus importantes :⁴

- La résolution 661 de 6 août 1990 a signalé la cessation de toute activité commerciale, militaire et financière avec l'Irak, c'était la mise en place effective de l'embargo ;
- La résolution 665 de 25 août 1990 a autorisé l'emploi de la force afin de faire respecter cet embargo ;
- Avec la résolution 670 de 25 septembre 1990, l'embargo aérien a renforcé l'embargo ;
- La résolution 678 de 29 novembre 1990 a approuvé l'usage de tous les moyens nécessaires, y compris l'emploi de la force militaire, afin d'obliger l'Irak à retirer ses troupes du Koweït avant le 15 janvier 1991.

Les principaux pays de la coalition

La vaste panoplie des forces américaines était sans doute dominante dans le conflit arabo-persique. Mais la cristallisation de l'opinion publique mondiale et donc la participation importante des forces de plusieurs pays coalisées sous l'égide de l'ONU permettait une riposte beaucoup plus forte, dure, et mieux soutenue contre l'agresseur qu'une intervention unilatérale. Pour souligner ce point, la contribution de la France, du Royaume-Uni, du Canada, des États-Unis et de la Russie seront plus particulièrement traitées.

La France

La France, au début du conflit, a engagé des forces prépositionnées pour soutenir l'embargo. En revanche, la politique durant les premiers mois était plus en faveur à une solution diplomatique qu'à l'emploi de la force militaire. Elle avait des liens avec l'Irak y compris dans les affaires commerciales (en particulier concernant les marchés d'armement). Mais, quand les Irakiens ont franchi la résidence de l'ambassadeur de France au Koweït le 15 septembre 1990 en sortant avec les quatre personnes qui s'y trouvaient (dont l'attaché militaire français) le Président Mitterrand a décidé de s'aligner avec les demandes américaines. Le 24 octobre 1990, l'opération Daguet, sous le commandement du général Roquajoffre, a été mise sur pied.

En tant qu'un des cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, la France était pour la libération du Koweït, la préservation de la paix et les droits de l'homme. Le Président Mitterrand a proposé les mesures suivantes pour sortir de cette crise :²

- L'Irak doit en priorité se retirer du Koweït ;

- L'autorité du gouvernement légitime du Koweït doit être rétablie;
- Le Président de la République française a aussi proposé que les problèmes du Proche-Orient, qui comprenaient la souveraineté du Liban, la sécurité d'Israël et les droits territoriaux des Palestiniens, soient traités dans leur ensemble avec pour but d'aboutir à un accord international;
- Enfin, le Président a suggéré qu'une réduction mutuelle des armements soit recherchée.

Le Royaume-Uni

La relation entre le Koweït et le Royaume-Uni peut être caractérisée par des racines cultivées depuis la passage des marchandes par voie routière entre le Royaume-Uni et l'Inde via le Koweït. En 1961, lorsque l'Irak a essayé d'envahir le Koweït, les troupes britanniques l'en ont dissuadé. Pour le Royaume-Uni, son ancienne colonie était encore liée par le commerce, les chiffres d'affaires du «Kuwait Investment Office» étant d'environ 80 milliards de dollars par année pour les produits divers, dont le pétrole faisait partie.

Le Royaume-Uni a soutenu les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU et les interventions planifiées par les États-Unis. Le Premier Ministre, Madame Thatcher était en faveur d'une riposte très forte. Elle a préféré un dispositif de projection de puissance jusqu'à la victoire décisive. Pour réaliser cette fin, Madame Thatcher voulait selon ses termes « briser l'échine » de Saddam Hussein, « liquider toute l'infrastructure militaire et, si possible, industrielle de son pays ». ²

Le Canada

Le Premier Ministre du Canada a constaté le 10 août 1990 que le gouvernement du Koweït et le gouvernement d'Arabie saoudite avaient demandé au gouvernement des États-Unis de constituer une force interalliée pour dissuader l'agression de l'Irak.¹⁰ Le Canada avait donc décidé de faire appareiller trois navires de la marine vers la golfe persique et d'envoyer des avions de chasse CF18. Il a expliqué aux citoyens canadiens que ses forces navales, accompagnées par celles d'autres nations, auront contribué aux forces de dissuasion contre toutes les agressions semblables dans la région à l'avenir. Effectivement, l'objectif politique du Canada était de participer à une intervention internationale au Koweït pour des raisons humanitaires. Fondamentalement, le Canada, étant un état membre au sein de l'OTAN, respecte les droits de l'homme. Le Canada a donc engagé ses composantes militaires avec urgence.

Les États-Unis

Les États-Unis, voulant garantir la livraison de pétrole en grande quantité et en toute sécurité, avaient hâte de rétablir la stabilité parmi les pays du Proche-Orient pour soutenir leurs propres intérêts. Consommateurs en 1989 de 25,5% de la production mondiale, ils ne pouvaient compter que sur une réserve américaine équivalente à 2,6% des réserves mondiales. ² En revanche, les pays du Golfe possédaient 65,7% des réserves mondiales à cette époque. Avant le début de la guerre du golfe, l'Arabie saoudite était l'acteur principal en modulant la production des produits de pétrole dans la région via l'OPEP. Ainsi, le prix du pétrole était relativement stable et le débit vers les États-Unis plus ou moins sécurisé. L'intervention de l'Irak au Koweït a bouleversé cet équilibre fragile en donnant à l'Irak le contrôle d'autant de réserves que celles détenues par l'Arabie saoudite. Sans la stabilité de la région de la golfe, les États-Unis ne pouvaient pas assurer l'approvisionnement de pétrole dans des grands volumes pour un prix raisonnable. L'enjeu des marchés pétroliers et la stabilité dans la région était donc des enjeux majeurs pour les États-Unis.

L'instabilité dans le golfe arabo-persique avait aussi donné aux États-Unis l'occasion de démontrer nettement au monde leur puissance et de mettre fin aux interrogations en ce qui concerne ses échecs au Vietnam et en Iran avec le renversement du Shah en 1979, par exemple. Par ailleurs, les États-Unis étaient bien sensibles aux menaces irakiennes qui avaient une vaste capacité d'armements chimiques et des armes nucléaires pratiquement au point.

Bien que l'intervention de troupes américaines en Arabie saoudite soit en préparation pour jouer leur rôle dans l'expulsion de l'Irak du Koweït, l'administration américaine se servirait de cette opération pour rappeler à l'Arabie saoudite leur dépendance militaire vis-à-vis des États-Unis. Par ailleurs, les États-Unis en tireraient bénéfice de plusieurs façons. Par exemple, ils regagneraient aussi, au moins à court terme, une

nouvelle influence dans la région concernant le marché des armements. Ils s'inquiétaient de la prolifération des armements, particulièrement dans le contexte de la sécurité d'Israël.

D'une part, sur le plan géopolitique, le Président des États-Unis avait réuni les conditions favorables pour qu'il puisse choisir une action militaire sans être opposé à l'URSS. La nouvelle politique affirmait sa volonté en soutenant des résolutions du Conseil de sécurité et en arrêtant toute livraison d'armes à l'Irak. Les Russes refusaient de prendre une offensive contre leurs anciens amis et les troupes russes n'étaient pas donc, envoyées dans le Golfe arabo-persique. D'autre part, les États-Unis, en position de grande puissance unique après l'effondrement de l'URSS, préféraient partager la responsabilité des opérations internationales. Ainsi, les États-Unis évitaient la possibilité d'être perçus comme une nation agresseur.

Le Président G. Bush retenait la possibilité d'une solution non-militaire jusqu'au 15 janvier 1991. Comme le Président Mitterrand, M. Bush constatait qu'il pouvait être satisfait d'initier un processus de négociations à la fois pour l'évacuation du Koweït et le règlement du conflit israélo-arabe. Il aurait insisté sur le rétablissement de l'émir Jaber en tant que chef d'état au Koweït.

Le Président Bush, toujours sensible aux opinions publiques, dit que « ...si l'histoire doit nous enseigner quelque chose, c'est que nous devons résister à toute agression, ou alors elle anéantira nos libertés... ». ² Dans le même ordre d'idée, il insistait soigneusement sur le respect des résolutions du Conseil de sécurité dans les actions militaires.

Les objectifs politiques des États-Unis dans la guerre du Golfe étaient les suivants : ²

- Libérer le Koweït ;
- Renforcer les liens arabo-américains afin de stabiliser la sécurité régionale ;
- Rétablir l'équilibre du marché pétrolier dans le golfe comme avant le conflit;
- Réduire la puissance militaire irakienne pour qu'elle ne constitue plus une menace pour la région;
- Protéger Israël, son allié stratégique dans cette région;
- Éliminer les capacités irakiennes nucléaires, biologiques et chimiques;
- Protéger l'image des États-Unis comme gardien de la paix et non comme agresseur ;
- Destabiliser le régime de Saddam Hussein ;
- Établir un système positif de contrôle d'armements et des transferts de technologie ;
- Montrer la puissance des États-Unis au monde et ainsi dissuader toutes revendications semblables, notamment dans l'avenir proche.

La Russie

Le 3 août 1990, M. Baker (États-Unis) et M. Chevardnadze (Russie) ont signé conjointement une entente d'appui de coalition contre l'agression de l'Irak envers le Koweït. Certes, elle a marqué une volonté de la Russie de se transformer en un état de droit. Mais malgré le fait que la Russie s'opposait à l'Irak, il y avait des voix à Moscou qui cherchaient à prendre des distances à l'égard de la politique des États-Unis. M. Chevardnadze a affirmé devant l'Assemblée générale de l'ONU que la Russie participerait, sous l'égide de l'ONU, à des opérations militaires en la région du golfe arabo-persique. Deux mois plus tard, le Premier ministre M. Ryjkov affirmait au contraire qu'en aucun cas la Russie n'envisagerait de participer à des opérations militaires. Il s'agissait d'affaires intérieures et d'évolution internes de la structure gouvernementale de la Russie lorsque les États-Unis tentaient d'impliquer la Russie plus profondément dans l'idéologie occidentale. En décembre 1990, M. Chevardnadze a démissionné et son successeur, M. Bessmertnykh a pris la position paradoxale du soutien de la coalition (en réalité faible) sans briser l'entente avec l'Irak. Bref, la position de la Russie était confuse à l'égard de l'Irak en fonction de leur situation interne et sa politique a placé la Russie dans une position floue entre la coalition et l'Irak.



La réponse militaire immédiate

Les succès et les échecs

Le Président des États-Unis Carter a rendu compte pendant les années quatre-vingt de l'importance stratégique du Moyen-Orient. À cette époque, l'enjeu était le même (le flux en toute liberté et en toute sécurité du pétrole) mais la menace venait de l'URSS. Pour sa part, le Président a fait mettre en place une force stratégique de réponse rapide. La même infrastructure aura fourni des troupes et des matériels dans la guerre du golfe. Ainsi, les Américains étaient capables de répondre à une agression dans les plus brefs délais. Des bilans ont exposé les réussites et les échecs de cette stratégie, non-seulement dans le camp des Américains.

En réalité, la réponse maritime initiale était rapide. Des navires étaient prépositionnés dans la région (Diego-Garcia principalement pour les américains, et à Djibouti pour les français). De cette façon, l'embargo était mis sur pied en quelques jours. Les renforts les ont suivi à partir de Toulon et de la Méditerranée très rapidement après la mise en place de 1^{ière} échelon.

En revanche, malgré ces réussites, le flux logistique a pris beaucoup plus de temps que prévu. L'idée initiale des États-Unis était le transport de toutes les unités (troupes et matériels) dans le golfe arabo-persique afin qu'elles soient prêtes à mener une attaque dans les six jours. En fait, la mise en place de l'ensemble du dispositif a pris six mois avant d'être prêt. Mais est-ce que la longue phase préparatoire est vraiment un échec stratégique ou s'agissait-il purement de circonstances où les armées ont répondu rapidement à un dispositif qui change en permanence ?

D'une part, la phase préparatoire peut être considérée comme un échec par rapport aux buts déterminés bien avant la guerre. D'autre part, le flux logistique le plus important depuis la deuxième guerre mondiale, était mis en œuvre dans un délai relativement minimal. Avec une stratégie utilisant une force réduite mise en place le 2 août au lieu du 8 novembre, le délai de 6 mois aurait pu être réduit mais les réalités sur le plan global étaient prudemment considérées. Les décisions politiques et stratégiques avaient été prises pour minimiser le risque d'un échec stratégique en considérant tous les facteurs, y compris l'opinion publique.



La stratégie de l'ONU

L'état final recherché

S'accordant avec ses objectifs politiques, l'état final stratégique recherché était la libération du Koweït. Les mesures diplomatiques n'étaient cependant pas une réussite grâce à la position dure de Saddam Hussein. Il devenait donc de plus en plus nécessaire d'utiliser la force militaire d'une manière progressivement plus forte.

Options stratégiques prises en compte

Après avoir pris en compte l'option diplomatique, il devenait clair aux décideurs mondiaux qu'une solution militaire aurait été invoquée. En fait, durant cette période de réflexion, les premières étapes militaires étaient atteintes en envoyant les marines interalliées pour peser lourdement sur l'économie de l'Irak au moyen d'un embargo. Il était raisonnable de penser que l'Irak, pays largement dépendant de l'étranger pour obtenir des matériels hautement sophistiqués comme des armements par exemple, aurait été sensible à un embargo. Malheureusement, en dépit de la totalité de l'embargo, l'Irak fut peu affecté dans le court terme.

Des forces spéciales se sont infiltrées en Irak et au Koweït afin de recueillir des renseignements dès le mois d'août en prévoyant une action militaire. La CIA et le DIA collectaient des renseignements en se servant de satellites espions photographiant l'Irak et le Koweït dans le but d'améliorer l'analyse de la situation. Ils ont estimé, pour trois mois de combat, 4.000 à 5.000 tués et plus de 16.000 blessés.² Les chefs militaires américains

avaient des soucis et le chef d'état-major des armées, Colin Powell a donc proposé une stratégie maritime conservatrice, l'embargo. Le Président n'a pas accepté cette recommandation parce qu'elle prendrait une année ou plus pour atteindre l'état final recherché. Il a conclu sur le plan politique que ce délai serait trop long compte tenu de l'importance de l'opinion publique et de leur impatience pour aboutir à un résultat rapide. Les Américains se souvenaient nettement de la longue et mauvaise expérience de la guerre au Vietnam. De plus, les alliés arabes comprenaient ce point et ils ont donc vu la possibilité de perdre graduellement l'avantage militaire de Saddam Hussein dans un conflit long. Les Koweïtiens, en soutenant les autres options comme la projection de puissance et de force favorisée par le Président Bush, ont souligné l'importance de détruire le tissu militaire de l'Irak pour s'assurer une victoire durable.

Quoique le Président ait pris sa décision, la prochaine étape était d'obtenir l'approbation du Conseil de sécurité de l'ONU avant qu'il puisse l'annoncer publiquement. Le 26 août, le Conseil a adopté la résolution 665 autorisant l'emploi de la force pour effectuer l'embargo. En réalité, le Président, sans révéler ouvertement ses intentions en faveur d'une offensive militaire, élevait graduellement la rhétorique jusqu'au 8 novembre 1990 lorsqu'il a annoncé un changement de cap d'une stratégie défensive vers une stratégie offensive.

La stratégie maritime – implications commerciales

La stratégie (contrôle des voies maritimes) mise en place dans la phase préparatoire de la guerre du golfe a suivi deux grandes lignes : premièrement, le contrôle des voies maritimes pour bloquer à la fois le flux commercial qui alimentait l'ennemi et laisser passer le fret légal afin de minimiser l'interruption économique. Deuxièmement, la projection de la force par des moyens commerciaux était importante. Il impliquait ainsi largement le commerce par voie maritime dans le golfe arabo-persique et dans la Mer Rouge.

Premier exemple, la France et les États-Unis ont augmenté leurs capacités pour projeter des troupes et des matériels militaires par mer entre la métropole et le golfe arabo-persique en utilisant des navires commerciaux. De cette façon, ils faisaient partis du flux logistique stratégique. Il fallait que le volume de force soit transporté sur le théâtre aussi rapidement que prévu pour être en phase avec la planification stratégique du chef d'état major.

Deuxième exemple, il était important pour les États-Unis de protéger les flux pétroliers et ainsi donc de se prémunir contre les perturbations économiques sur leur territoire. Si le prix de pétrole avait augmenté dramatiquement, les conséquences pour l'industrie et le commerce, tellement dépendant pour les transports routiers, voies maritimes et aériennes, auraient pu être significatives. La stratégie maritime concordait avec l'objectif politique général - maintenir la stabilité économique.

La stratégie interalliée de la marine, phase préparatoire

Pendant la phase préparatoire, les marines achevaient la stratégie interalliée dans le golfe arabo-persique et la Mer Rouge de la manière suivante : ⁵

- La maîtrise de la mer;
- La protection de l'Arabie saoudite;
- L'embargo, une action de contrainte;
- Le déploiement des moyens lourds de la coalition;
- La lutte contre les mines.

L'embargo était la première réponse significative et concrète contre l'Irak. Il était une attaque stratégique contre le commerce principal de l'Irak, le pétrole représentant 95% de ses exportations.¹ Le Président Bush a avisé l'Irak le 10 août de ne pas laisser les pétroliers franchir l'embargo. Le 12 août, il a répété ce message en ajoutant que des moyens militaires seraient utilisés contre tout navire irakien qui essayerait de forcer l'embargo si c'était nécessaire. Les interceptions ont débuté le 16 août.

Cette stratégie pré-guerre, en ciblant le centre de gravité économique d'Irak, traduit effectivement comme une riposte forte et rapide. Le mode d'action choisi (l'application d'un embargo interallié pour partager la responsabilité entre les nation membres) profitait de la géographie - les portes étroites par lesquelles l'Irak accède de la mer. Les unités américaines et celles de l'Union de l'Europe Occidentale coordonnaient l'embargo maritime réalisé par des avions américains, britanniques et des satellites américains. De plus, les navires de l'embargo étaient protégés par la couverture aérienne offerte par les porte-avions américains. Au total, 30.494

navires ont été identifiés, 1.221 inspectés, 66 ont forcé l'embargo afin de rentrer aux ports et 14 coups de semonce ont été tirés selon le rapport de l'assemblée de l'UEO, document 1268 du 13 mai 1991.² Bien que l'armement de la marine irakienne soit resté muet, Saddam Hussein exigeait des capitaines irakiens qu'ils ignorent les actions des marines alliées et de poursuivre leur route. Par ailleurs, Saddam Hussein a essayé de faire basculer l'opinion internationale, en particulier celle du monde arabe, en créant l'image d'un embargo inhumain. Par exemple, un bateau portant l'effigie de l'« Union des femmes arabes » ainsi qu'une cargaison de lait et de médicaments pour les enfants irakiens, se présentait comme des victimes. Le bateau transportait aussi une grande quantité de marchandises de contrebande. Enfin, l'effet de propagande espéré par Saddam Hussein ne se produisit pas.

L'application de l'embargo fut très sensible au fur et à mesure qu'il a duré. D'une part, l'efficacité à l'encontre de l'économie et donc de l'infrastructure militaro-industrielle irakienne prendrait quelques mois au minimum pour faire des progrès peu importants, dans le moyen terme jusqu'à un an, l'importance augmenterait et au-delà, l'embargo complet aurait un effet profond sur la capacité irakienne. D'autre part, la cohésion de la coalition était beaucoup plus certaine dans le court terme que pour une période longue. Néanmoins, l'embargo s'avérait une stratégie préparatoire très importante pour les raisons suivantes : l'Irak était soumis à la pression qui est devenue graduellement de plus en plus intense (action de la diplomatie soutenue par l'application de l'embargo), les préparations logistiques pour l'appui des forces étaient faites, et les politiciens, particulièrement aux États-Unis, avaient la possibilité de convaincre leurs concitoyens de la légitimité d'invoquer une stratégie offensive. Ainsi, la stratégie de l'embargo, pendant la phase préparatoire, représentait une partie clé de la stratégie maritime globale, l'autre partie étant l'emploi des navires commerciaux pour augmenter la capacité logistique en préparation de la guerre imminente.



La stratégie maritime interalliée

Contraintes

Les contraintes les plus significatives étaient d'ordre juridique, géopolitique régionale et internationale, et militaire (par exemple, limitations de la coordination des forces interalliées pour mettre ensemble une force cohérente, et des limitations des capacités comme les communications et les renseignements). De plus, le Congrès des États-Unis, les citoyens américains, les capacités de moyens militaires en place et les résolutions de l'ONU ont limité les choix d'options militaires du commandement au niveau stratégique. Tous sont passés en revue ultérieurement dans ce papier.

Le théâtre pendant la guerre comprenait l'espace aéroterrestre du Koweït et de l'Irak,. Pendant la phase préparatoire cependant, les voies maritimes comme le golfe arabo-persique et la mer rouge jouaient un rôle primordial, mais en même temps ceux-ci ont posé des difficultés. Par exemple, le golfe arabo-persique est étroit, long de plus de 500 nautiques et les fonds sont faibles. L'Irak, en comprenant que la navigation est difficile, exacerbait la situation en introduisant un vaste champ de mines partout dans le golfe. En tout cas, les Américains ont affrété quatre porte-avions dans le golfe parce qu'ils valorisaient ainsi ses moyens sur le plan stratégique, la projection de puissance – ses avions de chasses étaient situés avec l'ennemi dans leurs rayon d'action. La protection et le déminage étaient assurés par des frégates et des chasseurs de mines aussi situés dans le golfe.

Présuppositions

Le Président Bush a décidé tôt après le déclenchement des hostilités au Koweït que l'intervention utilisant la force militaire serait fortement probable. Alors que la diplomatie essayait de trouver une solution négociée, l'armée américaine mettait en œuvre ses planifications et le déploiement des troupes et matériels était déclenché. La présupposition qu'il y aurait une guerre était évidente aux États-Unis, à tous les niveaux de la hiérarchie en commençant par le Président.

L'autre présupposition significative du Président Bush concernait le soutien du public en faveur de l'action militaire dans le golfe. À son avis, le soutien du public pour les actions américaines dans le golfe diminuerait si la stratégie choisie se déroulait trop lentement. Par exemple, le Président a décidé d'envoyer des

troupes contre l'avis de ses généraux. Il comprenait bien les erreurs stratégiques de la guerre au Vietnam, y compris la longue durée et les pertes humaines excessives des deux côtés.

Centre de gravité

Le centre de gravité de l'Irak pendant la phase préparatoire était ses exportations de pétrole. Après avoir passé neuf ans de guerre contre l'Iran jusqu'en 1988, l'Irak avait axé sa programmation et son effort budgétaire vers sa puissance militaire. Avec un effectif militaire de plus d'un million d'hommes et un stock composé d'une vaste panoplie d'armements (y compris des armes chimiques, bactériologiques et très proche de fabrication de celles nucléaires). Toute son énergie se concentrait sur l'industrie d'armements (dont la recherche et développement). De cette façon, presque toutes les autres industries qui s'apparentaient à une société dans laquelle les droits de l'homme étaient respectés, furent supprimées. Le pétrole, facilement disponible dans de gros volumes, finançait donc environ 95% des activités internes de l'Irak.² Comme déjà expliqué auparavant, cela était une faiblesse dans le long terme et donc les alliés étaient forcés de suivre une approche de projection de la force. La centre de gravité pendant l'offensive devenait la garde républicaine de l'Irak parce qu'elle était le noyau de force adverse le plus crédible.

Le commandement

Après avoir travaillé ensemble depuis environ quarante ans, les marines des pays de l'OTAN se connaissaient bien. Mais, dans une vaste opération interarmées de l'ONU, comme celle du golfe, dans laquelle des armées peu familières aux modes d'opérations standards participaient, il fallait qu'une structure de commandement stratégique soit créée.

Le général Colin Powell, chef d'état-major interarmées des Etats-Unis conçut la stratégie américaine qui deviendrait la stratégie employée par la coalition. Il était absolument nécessaire que la stratégie soit fondée carrément sur les principes de l'unicité du commandement et de l'interopérabilité.

D'abord, l'unicité était respecté en mettant l'ensemble des forces coalisées sous le commandement opérationnel du général Schwarzkopf, CENTCOM. Il rattachait directement au commandement national américain, ou en autres termes, le secrétaire d'État à la Défense, M. Dick Cheney, le « Joint Combined Staff » autrement dit CEMA, le général Powell et le Président des États-Unis. Ils opéraient sous l'autorité du Conseil de sécurité de l'ONU. De cette façon, CENTCOM avait la liberté nécessaire pour diriger un grand réservoir des forces, en respectant toujours la direction stratégique reçue du haut commandement du Président Bush. Au niveau opérationnel, chaque pays exerçait son autorité sur sa propre structure du commandement en limitant leur travail par l'espace, le temps et les interfaces avec ceux des autres pays coalisés. La France par exemple, chargée de la coordination de l'embargo dans les zones spécifiquement désignées, exerçait la responsabilité de l'Union de l'Europe Occidentale (UEO). Une cellule a été créée au sein de l'état major français qui coordonnait les efforts des navires militaires de l'UEO et faisait le liaison entre l'OPCOM français, le général Roquejoffre, et le commandement d'ALINDIEN qui avait l'autorité sur les forces navales françaises. Bref, l'unicité de commandement, reconnu comme primordiale, était accomplie grâce à la volonté affirmée de tous les pays alliés malgré un manque d'intégration dans leurs propres structures de commandement et les intérêts nationaux divers.

L'interopérabilité était très importante dans le domaine des communications : par exemple, des communications inter-théâtre avec le CEMA, la compatibilité des réseaux, la coordination du soutien logistique et la fonction de combat étaient les piliers de l'interopérabilité. Cette fonction était aussi largement fournie par les États-Unis. Sur 90 satellites militaires,² une vingtaine étaient utilisés pour la surveillance du théâtre dont quelques-uns fournissaient les informations nécessaires pour coordonner efficacement les opérations navales de l'embargo, globalement sur toutes les voies maritimes affectés en temps réel. Par ailleurs, les satellites rassemblaient des précisions sur les cibles stratégiques terrestres comme les sites industriels et militaires irakiens, y compris les informations suffisantes pour programmer les systèmes de guidage des missiles Tomahawk lancé de navires et sous-marins pendant la phase hostile de la guerre. Les attaques interarmées étaient donc directement facilitées par ces systèmes d'informations. Les communications entre le commandement du théâtre et les hautes autorités à distance étaient facilitées par les satellites. Avec le grand avantage des communications immédiates, le déroulement du conflit s'alignait forcément très étroitement avec les buts stratégiques. De plus, il y avait la possibilité d'une souplesse du commandement au niveau stratégique - alors que la situation évoluant, les hautes autorités pouvaient moduler leurs efforts diplomatiques ou les avis stratégiques en réagissant dans un délai minimal. Une certaine rigueur est nécessaire quand même afin que

chaque acteur ait la liberté de jouer son propre rôle. Le Président Bush prenait les décisions politiques et choisissait entre les grandes options stratégiques sans se mêler des détails militaires, à la manière du Président Johnson pendant la guerre du Vietnam, en confondant le commandement. De plus, le temps de l'Amiral Nelson, quand le commandement pouvait agir d'une façon contraire aux ordres reçus sous le prétexte de mauvaise communication, avaient disparus. Finalement, sur le plan communication, la technologie avancée était un atout stratégique qui facilitait l'interopérabilité et offrait aux forces alliées une liberté d'action efficace. Cette multiplication des forces était ainsi indispensable au commandement.

Le flux logistique stratégique

Le flux logistique stratégique était un des socles sur lequel le succès des armées interalliées était directement liée, en particulier celui de la marine interalliée. Pendant la phase préparatoire, la livraison des armes et des matériels de combat, essentiels pour l'établissement d'un volume de force crédible dans le délai le plus bref, était primordiale pour renforcer fortement le message diplomatique. Le prépositionnement, les dispositifs interarmées et la réponse rapide étaient donc des moyens logistiques stratégiques à cet égard.

Le « US Transcom » comprenant le « Military Sealift Command », le « Military Traffic Management Command », l'armée de terre et le « Military Airlift Command » a donné à l'armée américaine une arme stratégique capable de porter des matériels de combat n'importe où dans le monde. Pendant la guerre du golfe, quatre-vingt dix pour-cent de ceux-ci étaient transportés par mer, la grande partie venant des États-Unis. Le « Military Sealift Command » avait trois moyens principaux. Premièrement, une force prépositionnée « Afloat Prepositioning Force » – trois brigades de 16.500 hommes du Marine Corps⁵ qui stationnaient aux États-Unis ont déployés en avions vers Diego Garcia dans l'océan indien où se situaient une vingtaine de bâtiments de transport, chargés des équipements et prêt à appareiller. Deuxièmement, les transports rapides « Fast Sealift Ship » - 8 grands navires type « Ro-Ro » ou « porte conteneurs ». Enfin, la force de réserve « Ready Reserve Force » - d'une centaine de bâtiments loués par la marine américaine au meilleur coût. Grosso modo, les américains ont transporté entre 6 et 10 millions de tonnes de matériels, de munitions, de ravitaillement et de produits pétroliers tout au long du conflit. Entre autres, cela comprenait des matériels lourds et de grands tailles (par exemple 3.500 chars, 2.200 véhicules blindés et 1.000 hélicoptères).⁵ Par ailleurs, le commandement du transport maritime américain contrôlait plus de 330 navires, y compris 77 bateaux commerciaux.⁵ En résumé, le transport maritime jouait un rôle indispensable à toute opération de projection de puissance rapide à distance.

Certes, les américains ont fourni une contribution énorme dans le soutien logistique stratégique mais il y avait d'autres contributeurs. La marine française avait des infrastructures permanentes de soutien maritime situées à Djibouti, à partir desquelles les navires qui opéraient dans le golfe arabo-persique, l'océan indien, ou la mer rouge allaient recevoir l'entretien, le ravitaillement. Par exemple, le bâtiment-atelier polyvalent Jules Verne et le bâtiment de soutien mobile (BSM) Rhin mouillaient à Djibouti, le BSM Loire soutenait les chasseurs de mines dans le Golfe, le TCD Foudre et le bâtiment de soutien-santé Rance fournissaient la capacité en tant que bâtiments hôpitaux auprès de Yanbu. Deux bâtiments de moyens lourds se situaient à Dubaï comme chantiers mobiles de DCN. Certes, plusieurs des unités mobiles étaient envoyées sur le théâtre après le commencement des hostilités. Mais les infrastructures avaient déjà existé et étaient prêtes à croître rapidement en accueillant des moyens mobiles stratégiques. De plus, très expérimenté dans cette région, le commandement existait (ALINDIEN et CECMED) pour réagir rapidement. Cette stratégie de prépositionnement était importante puisqu'il n'était pas nécessaire de créer ainsi des structures logistiques nouvelles pour s'assurer un flux logistique efficace – le Bureau du transport maritime, aérien et de surface (BTMAS) existait et l'entretien essentiel des navires était bien assuré. Leur endurance opérationnelle fut donc acceptable malgré la longue distance au port d'attache.

Par ailleurs, la marine française affrétait des matériels importants de Toulon et Djibouti à Yanbu, côte ouest de l'Arabie saoudite sur la mer rouge. Durant le conflit, plus de 100 navires français, dont 36 navires marchands, ont acheminé environ 10.000 hommes, 4.000 véhicules, 125 hélicoptères, et 2.200 conteneurs de 75.000 tonnes de fret en Arabie saoudite par voie maritime.¹ Sur le plan de réquisition des navires marchands, « Tramin », une cellule au sein du ministère de la Mer et sous la direction de l'EMA, organisait les affaires à propos de la mise à la disposition des navires appartenant aux armateurs français. Ils ont établi les règles suivantes d'embarquement des régiments ou des brigades motorisées : le transport à la fois de personnel et de matériel était interdit, tout le fret militaire devait être capable de rouler ou en conteneurs, il fallait que les chaînes de commandement des navires marchands soient définies précisément. À la mer, les navires marchands étaient protégés par la marine, le groupe ensemble étant sous l'autorité de CECMED ou ALINDIEN selon la zone où ils se trouvaient. Sur le plan de la protection de navires marchands, « La liaison maritime entre les deux ports de

cette nouvelle ligne stratégique oblige les bâtiments à transiter dans des zones à risques, où plane la menace d'actions terroristes, en mer comme au mouillage, inspirées par l'Irak ou par des groupes fanatiques, requérant de leur part une vigilance permanente. l'État-major des armées décide de faire accompagner les navires affrétés par des bâtiments de combat, de Toulon à Port-Saïd (entrée du canal de Suez), puis de Suez à Yanbu. La mission de ces bâtiments peut se résumer en quatre points : surveillance des navires affrétés dans les zones à risques ; soutien de ces navires pendant leur transit (santé, informations, transmissions militaires) ; présence ostensible vis-à-vis de nations étrangères ; participation, en parallèle, au contrôle de l'embargo et à la localisation des navires suspects. » ¹

Sur le plan interarmées, il y avait plusieurs exemples de soutien logistique où l'armée de la terre a travaillé étroitement avec la marine. Du côté des français, le transport d'un régiment d'hélicoptères de combat, le 5^e RHC par le Clemenceau, s'est avéré très important en tant qu'atout stratégique, particulièrement dans les premiers jours du conflit. Beaucoup plus qu'un moyen de déployer des hélicoptères sur zone, le porte avion était une base discrète et mobile tout à fait prête à jouer plusieurs rôles stratégiques à partir du moment où il est arrivé au large de le théâtre (appui de force terrestre, projection de puissance, surveillance). Lorsque le conflit était immature et dans un état de flux, la capacité provenant de la présence des hélicoptères de l'armée de terre était particulièrement importante puisqu'elle permettait une dissuasion contre une menace d'une attaque des forces blindées irakiennes sur des troupes alliés dans le théâtre ou sur des cibles civiles.

Finalement, on peut se demander si la stratégie de la phase préparatoire était un échec ou un succès. L'explication reste à la fois aux niveaux politiques et stratégiques. À la dimension politique, le Président Bush exerçait la diplomatie, sa rhétorique en augmentant la pression, lorsqu'il donnait la possibilité à Saddam Hussein d'accepter une solution diplomatique jusqu'au dernier moment. Ce moyen échouait puisque Saddam Hussein restait têtue à cet égard. L'option militaire étant donc plus en plus probable, les États-Unis ont choisi d'envoyer des troupes et des matériels dont une grande partie venait de leur pays distant de 14.000 nautiques. De 90 à 95% des matériels arrivaient par moyenne-maritime lorsque la plupart des troupes voyageaient en avions.¹ Pour effectuer la phase préparatoire, et avec la connaissance de ce qui s'est passé pendant la phase de combat, on pourrait s'interroger si le principe de l'économie de forces était proprement appliqué. La stratégie américaine d'appui des forces dans un volume massif a amené un délai pendant la phase préparatoire pour mettre une telle force (de 150.000 à 200.000 hommes) sur terre à distance.⁸ Au niveau stratégique, aurait-il été possible d'atteindre le même résultat plus rapidement en envoyant moins de troupes ? Pourvu que la balance de pouvoir reste en nette faveur des alliés, le résultat d'une telle décision aurait eu pour conséquence un meilleur équilibre entre les moyens logistiques disponibles pour transporter un volume réduit. Par exemple, les bateaux commerciaux réquisitionnés par le gouvernement américain n'auraient pas été nécessaires. On pourrait spéculer si la cause était une interprétation inadéquate de l'exploitation des renseignements, le résultat étant une surestimation des forces ennemies. Également, la coordination parmi les forces interalliées était compliquée et sans précédent quand on considère la contribution des armées qui ne s'habituent pas aux moyens de l'OTAN, comme par exemple l'Arabie saoudite. En résumé, le dispositif militaire appliqué à cause d'échec politique était réussite sur le plan logistique mais peut-être le même résultat aurait pu obtenu rapidement avec moins de moyens. Mais cette raisonnement probablement n'aurait pas convenu avec le plan diplomatique.

Le niveau de force multinationale marine disponible

L'embargo dans le golfe arabo-persique, la mer rouge, et le détroit d'Ormuz était effectué par les marines de 19 pays différents. D'une part, la marine américaine comprenait une centaine de navires dont 6 groupes de porte-avions, 7 grands porte-hélicoptères et de bâtiments de ligne armés de missiles de croisière, ainsi qu'une soixantaine de bâtiments amphibies.² Les contributions navales de l'UEO comprenait une cinquantaine d'unités dont une quinzaine étaient françaises. D'autre part, les pays comme l'Italie, l'Australie, l'Argentine, le Danemark, le Canada, le Norvège, le Pays-Bas, l'Espagne, le Belgique et le Grèce faisaient appareiller quelques navires tout au long ou partie du conflit. Ainsi, la coalition avait une supériorité de force maritime significative qui donnait une liberté d'action et de mouvement dans ces zones stratégiques.



Partie II

Pendant la guerre

La phase préparatoire s'est terminée l'après midi du 16 janvier 1991 avec le déclenchement des hostilités et l'offensive des forces coalisées. Tous les efforts diplomatiques ayant échoué, la rhétorique ayant suffisamment préparé le public pour créer un appui favorisant l'application de puissance même si dans le court terme, les armées interalliées étaient situées sur zone, prêtes à prendre part à l'action. Le déroulement de la stratégie interalliée et maritime de l'ONU pendant l'offensive est considérée principalement comme la projection de la puissance. En réalité, d'autres stratégies employées par les marines interalliées comme la protection, la prévention et la dissuasion étaient considérées en tant que sous-ensembles de la projection et font donc partie de la réflexion faites dans ce chapitre. Par ailleurs, les marines ont fortement contribué à la projection de la force en préparation à la phase terrestre via les voies de soutien logistique. Ce sujet est aussi passé en revue dans ce chapitre. De plus, puisque la stratégie médiatique jouait un rôle central dans le dispositif, nous examinerons leur influence sur la stratégie maritime. Enfin, grâce à la nouvelle technologie disponible, il était possible d'employer des forces maritimes d'une façon innovante. Les stratégies maritimes étaient ainsi modifiées pour en profiter. Cette partie est organisée selon certaines grandes lignes – d'abord, la projection de force, puis la protection, prévention et dissuasion, ensuite la projection de la puissance, la gestion médiatique et enfin les nouvelles technologies.



La projection de la force maritime

Logistique

Le Cardinal Richelieu a dit « On ne peut sans la mer, profiter de la paix ni soutenir la guerre. »¹

Le soutien logistique de niveau stratégique a joué un rôle primordial pendant la phase préparatoire, comme nous l'avons déjà vu ci-dessus, sur le plan de montée puissance des forces de la coalition. Celui-ci continuait au long de la guerre. Il est donc important d'ajouter quelques précisions. En fait, le soutien logistique maritime continuait d'être situé au coeur de la stratégie militaire interalliée jusqu'à la fin du conflit.

En France, Toulon, port stratégique permanent pour le soutien logistique des forces basées outre-mer, était le point d'appareillage principal au long de l'opération Daguet pour les armées françaises. Pendant l'offensive, la division logistique de la marine à Toulon répondait aux besoins des bâtiments pour remplir les stocks des missiles, obus, nourriture, carburant, pièces de rechange. En bref, tous ce qui pouvait être consommé par les troupes ou appareils sur zone. L'avantage stratégique du port de Toulon comprenait l'infrastructure sécurisée pour les personnels et bâtiments, l'augmentation des capacités de transit interarmées fournie par le port de Marseille, sa proximité du Moyen-Orient par rapport aux États-Unis par exemple et ses entrées par des voies routières et ferroviaires. Ce port était une escale principale des matériels de combat. Djibouti, offrait par ailleurs à la marine interalliée la possibilité d'entretien ou de réparations des dommages subis durant le combat – ce port pouvait accepter des navires de gros ou de moyen tonnage dans ses onze postes à quai, ses profondeurs d'eau de 8 à 11 mètres.¹

Sur zone dans le golfe arabo-persique et la mer rouge, la maîtrise de la mer, la sécurité des voies maritimes libérées des mines, et les points de débarquement sécurisées étaient des atouts significatifs durant l'offensive. Par exemple, l'armée de terre était approvisionnée en permanence pour ses besoins au profit des personnels, ou du combat. Cet avantage était un facteur déterminant sans lequel le succès de la guerre terrestre n'aurait pas été atteint avec autant d'aisance ni des pertes aussi faibles.

Les commandos de la marine

Les commandos de la marine jouaient un rôle important dans le dispositif opérationnel et tactique et assuraient le bon déroulement de la stratégie globale. Des officiers de la marine koweïtienne, ayant observé les mouvements des navires irakiens, identifiaient des voies libres de mines et aidaient ainsi beaucoup l'action des forces interalliées. En bref, les commandos interalliés, en travaillant étroitement avec l'armée de terre, soutenaient la marine koweïtienne à se réinstaller dans ses bases. De cette manière, l'objectif stratégique de la minimisation des pertes était bien atteint. De plus, l'économie koweïtienne avait une possibilité de redémarrer au plus tôt.



Protection, prévention et dissuasion

La protection, la prévention et la dissuasion faisaient partie du plan stratégique maritime non seulement pendant l'offensive mais tout au long du conflit. Cette stratégie, était en réalité appliquée dans le sens d'une force interalliée protégeant les intérêts des pays dans ou auprès du théâtre à une menace potentielle plutôt qu'un État seul qui protégeait son propre territoire. Autrement dit, il fallait dissuader l'Irak d'envahir l'Arabie saoudite parmi les autres pays riverains autour du golfe arabo-persique. Au niveau stratégique, le dispositif était plus une combinaison de la dissuasion, de la prévention et de la protection. Par ailleurs, l'autoprotection des composantes et des infrastructures tels que les ports (par exemple, Yanbu, port important utilisé par les français) est proprement considérée comme un sous-ensemble de la projection de la puissance.

Après la revendication du Koweït par l'Irak en août 1990, l'Arabie saoudite était de fait mise en danger. L'Irak a envahi le Koweït en utilisant un excès significatif de puissance et ainsi il avait la possibilité de continuer sa démarche. Les richesses pétrolières de l'Arabie saoudite aurait été une tentation importante parce que sous le contrôle de l'Irak. Le pays aurait eu les plus grandes réserves pétrolières au monde et aurait ainsi déterminé le prix du pétrole dans le monde (40% de le stock de pétrole aurait eu contrôlé par les irakiens). Il fallait que l'Arabie saoudite soit protégée contre cet hypothèse mais il y avait quelques obstacles importants – l'approbation du gouvernement d'Arabie saoudite pour projeter des forces interalliées sur son territoire et le délai de 4 à 5 semaines nécessaire pour monter des forces interalliées suffisamment favorables du côté des alliés, aptes à dissuader l'Irak. De plus, suivant l'emplacement des troupes à l'Arabie saoudite, l'Irak aurait pu prendre l'initiative politique et militaire s'il avait attaqué sous le prétexte de la protection du « sol sacré ». En réalité, la projection de la marine interalliée sur zone s'avérait être fortement dissuasive. Sa présence quelques jours après la revendication du Koweït par l'Irak avait pour but d'assurer la sécurité de l'Arabie saoudite lorsque les négociations avec le roi Fahd se tenaient (7 août 1990 l'entente a été atteinte), la montée de la puissance des forces interalliées aéroterrestres était en cours.

En ce qui concerne l'autoprotection, celle-ci fait partie de toutes les stratégies militaires. Pour illustrer le cas, sur le plan maritime pendant la guerre du golfe, la marine du Royaume-Uni a offert en particulier une protection aux forces aéronavales américaines. Les américains étaient sensibles à la menace des missiles depuis les dommages subis par la frégate « USS Stark » pendant la guerre Irak-Iran. Durant la guerre du golfe, le HMS Gloucester de la Royal Navy a lancé un missile « Sea Dart » détruisant un « Silkworm » missile irakien tiré contre l'USS Wisconsin, un des grands bâtiments de ligne lance-missiles dans le golfe.

Dragage de mines

L'action des forces « Mine Countermeasures, MCM » consistait à dégager des chenaux d'accès et des zones d'appui-feu pour les cuirassés américains. L'ONU a fixé pour objectifs des opérations MCM, le déminage des chenaux d'accès aux ports et terminaux koweïtiens, le déminage des champs de mines dans les eaux koweïtiennes et dans les eaux internationales dans l'application de la résolution 686 du Conseil de sécurité.¹ Il était très important de soutenir l'action des cuirassés tout en procurant aux koweïtiens l'environnement sécurisé dans lequel le processus de reconstruction aura pu avancer aussi rapidement que possible après la guerre.

D'après le CV Philippe Grandjean commandant le groupe français à bord de la Loire, « Il fut alors possible de préciser la menace « mines », de définir des objectifs et d'engager une action plus décisive dans une lutte qui devint bientôt, avec la poursuite de l'embargo, la préoccupation majeure des marines alliées. »¹ Cette

mission était accomplie en employant une force interalliée des pays de l'UEO et aussi des États-Unis, l'Arabie saoudite et, plus tard dans le conflit, du Japon. La structure de commandement était donc complexe puisqu'elle coordonnait les efforts des pays membres en respectant les structures de commandement nationaux. ALINDIEN était choisi par les gouvernements des pays de l'UEO à partir de 17 janvier 1991 comme autorité navale de coordination UEO.

Sur le déroulement de la stratégie, les chiffres suivants montrent le niveau de succès réalisé : sur les 1.240 mines détruites dans le golfe arabo-persique et la mer rouge, 890 étaient détruites par les MCM de l'UEO.¹ Par ailleurs, le groupe tripartite, ayant détruit 530 mines, démontrait sa supériorité technique.¹ Les navires tripartites apportaient des systèmes de positionnement extrêmement précis, comme le GPS, qui leur permettaient d'opérer une coordination étroite entre les navires, ainsi que des systèmes pour garder dans sa mémoire une photographie du fond bien utile pour les opérations éventuelles à l'avenir dans la même zone. Par ailleurs, le CV Philippe Grandjean a remarqué la cohésion de l'UEO. Elle a engendré une efficacité dans un contexte international. Selon lui, l'OTAN a bien facilité la standardisation des publications tactiques, des procédures et des moyens de communication. Le progrès des pays de l'OTAN pendant la paix à cet égard s'est servi comme un multiplicateur de forces. Enfin, il a constaté que la déclaration finale du 21 juillet 1991, qui met un terme aux opérations anti-mines, amorce la reprise du trafic maritime et le retour à des tarifs d'assurances moins prohibitifs pour les compagnies maritimes. La déclaration a aussi marqué le début de la période d'acheminement par mer des matériels et équipements lourds dont le Koweït avait besoin pour sa reconstruction. Bref, les opérations de dragage des mines ont fait preuve de leur valeur stratégique pendant la guerre du golfe.

L'embargo

L'embargo a été tout de suite imposé dès le commencement du conflit avec pour but de mettre l'Irak sous la pression et ainsi contenir ses agressions à l'intérieur des frontières du Koweït. Compte tenu que c'était une action de longue durée, les objectifs politiques ont changé pour augmenter la pression sur l'Irak. La coalition a choisi l'offensive. Néanmoins, l'embargo continuait durant cette offensive. En fait, l'embargo est toujours en œuvre aujourd'hui mais les moyens sont réduits par rapport aux forces en place en 1991.

Pendant l'offensive, la stratégie d'embargo était de contrôler la mer et de maintenir la liberté d'action et donc de réduire la guerre à trois dimensions – air, terre et espace. Plus précisément, la coalition avait pour objectifs d'empêcher toutes les exportations de l'Irak, d'arrêter l'importation de matériels de guerre. Par exemple, les irakiens étaient sur le point de maîtriser des armements nucléaires. L'embargo empêchait la livraison des composants nécessaires pour achever ce programme qui aurait pu présenter une menace par l'acquisition d'une capacité plus importante.



La projection de la puissance maritime

Les forces interalliées maritimes ont contribué fortement aux projections de la force contre l'Irak. L'application de la force en profondeur du territoire de l'Irak venait des porte avions, des bâtiments de ligne et des sous-marins (les avions en portant les missiles air-sol, les missiles croisières lancés de la mer et, de plus, des obus contre des cibles littorales). Ayant achevé une liberté d'action totale dans le golfe arabo-persique et dans la mer rouge, la marine interalliée exerçait un rôle stratégique contre l'armée de terre irakienne. En respectant l'objectif politique et militaire en vue de minimiser les pertes humaines et les blessés, la stratégie militaire était de réduire la capacité des forces irakiennes à 50% avant d'envoyer les troupes coalisées sur le terrain irakien. Les forces maritimes ont donc lancé les attaques aériennes contre des cibles stratégiques adverses.

Les armées américaines avaient respecté depuis longtemps la stratégie de Mahan qui consiste en l'application de forces massives. Il n'était pas suffisant de dégager les attaques aériennes contre des objectifs terrestres parce que la concentration de feu ne serait pas assez forte pour affaiblir rapidement les forces irakiennes – il faut se souvenir que l'appui de l'opinion publique serait favorable pour un court terme seulement. Il fallait que les forces projetées soient très puissantes pour accomplir la mission dans un délai bref.

L'emploi des forces navales a donné aux alliés la concentration de feu et le volume de forces exigés pour remplir les objectifs stratégiques. Quatre porte avions américains opéraient simultanément dans le golfe, leurs 500 avions de combat embarqués ont accompli environ un quart des 103.000 missions de tous types réalisées par les forces aériennes interalliées.¹ Bien équilibrée, la capacité des missiles croisières « Tomahawks »

permettait aux forces coalisées de poursuivre les frappes en dépit de conditions météo très variées. Ces missions comprenaient l'attaque de centres de commandement et de transmission, radars et des installations industrielles. Elles ont été lancées à partir de deux navires de ligne, de croiseurs Aegis, de destroyers de classe Spruance et même de deux sous-marins. Par ailleurs, trois groupes amphibies américains opérant dans le Golfe se sont avérés être menaçant pour le commandement irakien. La possibilité d'un débarquement sur les côtes du Koweït existant toujours, la diversion a contribué à désorienter le commandement irakien.

La marine américaine a déployé environ les cent bâtiments les plus importants parmi les cent soixante-treize déployés au total par les forces alliées. La capacité de projection de puissance était donc prédominante. La composante américaine comprenait des navires auxiliaires, six groupes de porte-avions, deux groupes constitués autour des bâtiments de ligne de 45.000 tonnes Missouri et Wisconsin, trois groupes amphibies et treize sous-marins.¹ Les navires américains ont facilement détruit des éléments des forces navales irakiennes. Ils ont contrôlé des plates-formes pétrolières et quelques îlots utilisés comme bases de missiles et de surveillance aérienne, détruit des navires qui tentaient de s'échapper de la zone vers l'Iran et aussi brisé des batteries fixes côtières de missiles chinois, les « Silkworm ». Ainsi, les armées américaines ont démontré la qualité de leurs moyens et les capacités de son dispositif naval dans la zone. L'armée irakienne n'étant pas le seul témoin, en fait, les américains ont envoyé un message de dissuasion fort aux pays du monde entier.

Avant l'offensive terrestre, les marines ont beaucoup contribué sur le plan de la projection de puissance. Elles ont détruit et isolé des capacités militaires irakiennes – ceci s'avérait très démoralisant pour les troupes irakiennes. Par exemple, les avions embarqués sur les porte avions ont utilisé des moyens de guerre électronique pour brouiller les défenses irakiennes. Et aussi, en utilisant des moyens furtifs, ils ont attaqué des cibles stratégiques – par les F117 avions furtifs qui ont exécuté leurs missions pendant la nuit lorsque les avions de chasse irakiens, non dotés de capacités de vol de nuit, ne présentaient pas une menace. Par ailleurs, les missiles de croisières « Tomahawk », capables de pénétrer efficacement des défenses aériennes irakiennes durant la journée, étaient employés. Ainsi, les cibles stratégiques à distance ont été détruites efficacement sans perte amie et avec des dégâts collatéraux minimaux. L'objectif politique de limitation des effets de la guerre aux cibles politiques et militaires fut donc maintenu grâce à l'emploi de technologies avancées et une stratégie militaire nette et cohérente. La contribution de la marine interalliée à cet égard fut donc significative.

Concernant la projection de forces, en respectant le principe de pertes minimales et d'atteindre les résultats dans un délai aussi bref que possible, il était nécessaire d'employer des moyens sophistiqués pour collecter des informations. En employant de la déception, les alliés tiraient des informations précises concernant la disposition des forces ennemies pour but à trouver des faiblesses exploitables et, par conséquence, faire basculer la planification de l'ennemi. Par exemple, les avions embarqués sur les porte avions étaient utilisés pour faire réagir les défenses anti-aériennes adverses et ainsi indiquer leur position (et celle de leurs radars) exactes. Par ailleurs, la force amphibie transportait 18.000 marines au large de la zone pour tromper l'ennemi sur les intentions des forces alliées. Le déroulement de la projection de force était donc à la fois efficace puisque la destruction des cibles était limitée et rapide parce que les défenses de l'ennemi étaient amoindries par la déception.

Sur le plan de la stratégie globale, la guerre du golfe a donné à l'armée américaine la possibilité de faire des essais réels de nouveaux armements. Par exemple, c'était la première fois que les missiles Tomahawk étaient lancés à partir de sous-marins dont une quinzaine a été tiré de sous marins en plongée. Les Tomahawk se sont avérés être très en particulièrement efficaces contre des objectifs fortement défendus. Par ailleurs, des missiles d'attaque au sol « Stand Off Land Attack Missile, SLAM » dérivés du missile anti-navire « Harpoon » ont été testés. Des drones ont été lancés de bâtiments de ligne pour préciser les positions exactes des cibles ennemies sur lesquels des canons ont ensuite concentré leur feu. Après avoir fini leurs tâches, les drones ont été récupérés et réutilisés. Ainsi, les américains ont profité de la situation en concordance avec leur stratégie militaire globale - l'amélioration continue des capacités technologiques militaires.

Pour ce qui concerne de la marine française, l'opération Salamandre a été déclenchée (et plus tard l'opération Daguet, en septembre 1990) avec l'objectif de renforcer les forces françaises déployées dans le nord de l'Océan Indien. La Marine nationale a contribué à la projection de puissance en déployant des forces spéciales et aussi en faisant appareiller le porte avion Clemenceau sur zone. Premièrement, les forces spéciales de la marine déployées comprenaient environ 4.000 hommes.¹ Elles ont utilisé des navires spéciaux dont deux sous-marins pour les débarquer sur terre. Deuxièmement, le Clemenceau, en tant que base mobile prépositionnée en mer, a appareillé vers la zone d'action dans un délai bref. Il était capable de lancer des hélicoptères de combat et d'intervenir pour assurer la protection et l'évacuation des ressortissants nationaux ou des pays alliés. Les hélicoptères Gazelle embarqués Clemenceau, armés de missiles « HOT », se sont attaqués

aux chars irakiens dans le désert. Ainsi, la marine française a apporté une contribution importante en ce qui concerne la projection de la force contre l'armée irakienne.

La projection de force étant fortement dépendante du soutien logistique, ce sujet est évoqué brièvement ici mais plus en profondeur ultérieurement dans ce mémoire dans le contexte des répercussions sur la stratégie militaire. Effectivement, le prépositionnement de forces, à Djibouti pour les français et à Diego Garcia pour les américains, a donné la possibilité pour les forces alliées de réagir rapidement. De plus, les moyens marines augmentés des bateaux commerciaux rendaient possible la projection d'un volume de forces très important. Sans de tels moyens d'acheminement, fournis principalement par les marines coalisées, la projection n'aurait pas été assez significative pour produire une victoire rapide. Sur le plan stratégique militaire, cette situation aurait été considérée comme un échec. Aux États-Unis, une comparaison entre la guerre du golfe et celle de Vietnam aurait été un double échec politique.



Les médias

Clausewitz a fait un lien entre le prince, l'armée et le peuple dans son raisonnement stratégique. Au fil du temps, le principe reste valable mais le lien est aujourd'hui plutôt entre l'État, l'armée et l'opinion publique. Pendant la guerre du Vietnam, les journalistes américains étaient libres de voyager n'importe où sur la zone d'opération. La guerre étant de longue durée et de haute intensité, ils avaient la chance de communiquer explicitement au public les images et les histoires qui créaient une image fortement négative de l'armée américaine. Les images de jeunes américains morts et les articles quotidiens contre la guerre dans la presse aboutissaient à un état psychologique de dépression aux États-Unis. Casper Weinberger a constaté que les interventions militaires américaines devaient désormais toujours être soutenues activement par l'opinion publique.¹¹

La revendication de l'annexion du Koweït par l'Irak a surpris les autorités américaines. En dépit d'informations réunies par le département de la défense qui montrait la montée en puissance des forces irakiennes auprès de la frontière du Koweït – un manque d'analyse important était considéré comme un des échecs les plus graves du conflit. La situation politique étant naturellement tendue dans les heures et jours qui suivaient le Président Bush aux États-Unis a réagi rapidement. Compte tenu des leçons apprises des conflits passés, comme celui de la guerre du Vietnam, le Président a immédiatement adopté comme objectif politique de gagner la confiance de l'opinion publique avant de procéder à une riposte militaire importante. Il fallait donc se servir des moyens médiatiques disposant de la plus large audience pour les alimenter avec des informations. D'une part, des communications diplomatiques venaient directement de son bureau. D'autre part, tout au long du conflit, la stratégie médiatique et de communication officielle était uniquement du ressort des militaires afin de maîtriser la situation.

La stratégie médiatique interarmées était appliquée individuellement par chaque pays en suivant ses propres règles. En France, par exemple, le SIRPA a exercé sa responsabilité au sein de l'armée. Le général Raymond Germanos, en tant que chef, a constaté que le SIRPA a pris la responsabilité de diffuser des photos afin d'éviter les images les plus dures du combat mais ils ont laissé une certaine liberté de la parole aux journalistes de la télévision selon les règles promulguées par le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA).

Mais comment assurer la confiance de l'opinion publique dans les médias ? Bref, le Pentagone a activé une méthode de contrôle sur les journalistes avec pour but de réduire le risque d'une opinion publique en majorité contre l'intervention militaire. Le « pool » comprenant un petit nombre de journalistes représentant l'industrie médiatique était emmené sous la protection de l'armée sur le théâtre. L'information obtenue était ensuite lue par une équipe d'officiers de relations publiques. Toutes les violations de la sécurité d'information étaient éditées. Et puis, après avoir passé la « security review », l'information restante était partagée avec tous les journalistes en même temps. La compétition pour la recherche d'informations nouvelles, normale pour les journalistes américains, était ainsi annulée.

La stratégie médiatique et de communications officielles de l'armée américaine, employée pendant la guerre du golfe, semble avoir donné assez de liberté aux médias, particulièrement avec la couverture en permanence de CNN et d'autres chaînes (« guerre en direct »). Elle a atteint le but qui était effectivement de satisfaire l'objectif politique lorsque la guerre était en cours. Les bilans qui l'ont suivi ont mis en évidence les limites de cette méthode. Premièrement, des journalistes n'avaient pas, à leur avis, suffisamment d'accès aux

zones de combats. Deuxièmement, à cause de leur dépendance vis-à-vis de l'armée, des journalistes se sont plaints des abus du système de « pool », jugés trop contraignants. Troisièmement, des journalistes étaient caractérisés par leur propres faiblesses - ils n'avaient pas d'expérience ni la capacité d'analyser correctement l'information militaire et la désinformation fut le résultat. De plus, le Pentagone a été accusé de gérer les images et de tirer des bénéfices psychologiques maximum des missiles irakiens.

Bref, puisque l'opinion publique est extrêmement importante aux États-Unis sur le plan politique, les médias en tant qu'instrument de communication pesaient dans la réflexion des décideurs et avaient un impact direct sur la stratégie militaire. La situation était plus pointue que jamais pendant la guerre du golfe grâce à la nouvelle technologie disponible au profit des journalistes, faisant des transmissions instantanées autour du monde une réalité. L'armée américaine, afin d'éviter l'exploitation par l'ennemi de son centre de gravité, a imposé de tels systèmes de contrôle des médias ainsi que donc l'opinion publique. Elles isolaient effectivement l'effet en utilisant un système de contrôle qui n'est pas possible aujourd'hui. Depuis la guerre, le Pentagone, en corrigeant sa position face aux critiques, a changé de règles – les journalistes sont encore libres d'entrer dans la zone de combat. Ils ont le droit d'être protégés par l'armée mais la doctrine concernant des « security reviews » reste un sujet de débat.



La nouvelle technologie

Dans son article, « La guerre du golfe est un caméléon », Hervé Coutau-Bégarie se réfère au lien direct entre la nouvelle technologie et la stratégie de la guerre du golfe: « Les armes intelligentes et la panoplie spatio-électro-magnétique-furtive... ont prouvé leur efficacité. Il n'est pas exagéré de dire que la guerre du Golfe a été la première guerre du XXI^e siècle, où la technique impose plus que jamais sa loi à la stratégie. »⁵ La réflexion est développée en utilisant quelques exemples énoncés ci-dessous.

D'abord, la conduite de la guerre dans l'offensive par la marine interalliée, en suivant la stratégie de la projection de puissance, se manifestait par des actions concrètes. Parmi d'autres, la marine intervenait au moyen d'opérations aéronavales qui comprenaient des missions d'observation et de brouillage, des tirs de missiles d'interception, de l'appui-feu au profit des troupes terrestres ou de destruction d'objectifs terrestres et la destruction d'unités navales irakiennes. Par ailleurs, les missions de dragage de mines ou opérations amphibies feintes afin d'immobiliser des irakiens étaient en concordance avec la stratégie maritime – maîtrise de la mer, liberté d'action et intervention par force interarmée.

Renseignement, reconnaissance et brouillage électronique

En revenant à la théorie de M. Coutau-Bégarie qui affirme que la technologie s'impose sur la stratégie, les appareils de reconnaissance venant des porte avions sont de bons exemples. Ils utilisaient un système de trois appareils de photos encastrés sous le fuselage - un normal, un panoramique et un à infrarouge. Ils recueillaient des renseignements importants sur le dispositif au sol, mais, les inconvénients étaient une faiblesse de localisation des objectifs mobiles et la nécessité de rejoindre le porte avion pour développer les prises de vue.

Avions, missiles et porte-avions

Les aéronefs venant de cinq des six porte-avions américains qui opéraient dans le golfe arabo-persique et la mer rouge ont fait 20.900 sorties et largué à peu près 13.000 tonnes de bombes.⁴ Le 17 janvier 1991, presque un quart des 2.000 missions de combat aériens ce jour a été réalisé par des aéronefs opérant à partir de porte-avions. De plus, chaque jour, en moyenne, des appareils décollant des porte-avions remplissaient 410 missions dont 160 étaient d'assurer la couverture aérienne de la flotte et 130 étaient des missions d'attaque.⁴ De plus, des porte avions ont pris des risques en opérant dans les zones étroites où la mobilité était limitée. Les composantes aéronavales ont apporté ainsi une contribution significative au dispositif stratégique – projection de puissance.

Certes les porte avions américains étaient le cœur de la force maritime interalliée axée vers la projection de puissance. Mais les croiseurs lance-missiles de la classe Aegis montraient clairement la multiplication de la force possible à partir d'une supériorité technique. Ayant été conçus originalement pour protéger les porte-avions contre les attaques aériennes cependant, ils avaient la capacité de lutte bien au-delà de cette mission principale. Grâce à un radar capable d'assurer une surveillance sur 360°, en permanence, ces navires peuvent

prendre simultanément en charge plusieurs centaines d'avions ou de missiles. De plus, l'information était traitée par le « Command and Decision System » presque instantanément et ensuite une solution de combat était élaborée et une ou plusieurs options pouvaient être employées - missiles surface-air SM-2, Tomahawk ou Harpoon surface-surface, canons à tir rapide de 127 mm, systèmes Phalanx. La combinaison d'emploi des porte avions et des croiseurs Aegis procuraient une supériorité maritime totale dans le golfe. La capacité technologique donnait aux américains la confiance nécessaire pour prendre de grands risques sur le positionnement des quatre porte avions dans l'espace maritime très limité et proche de l'ennemi. Le résultat était une force de projection de puissance bien positionnée et participant directement aux offensives, d'une manière significative.

À propos de l'influence technique, la marine américaine utilisait les missiles air-sol « SLAM » ou « Standoff Land Attack Missile ». Étant très récents mais nés de la technologie du « Harpoon », c'étaient des missiles de haute précision guidés par des informations d'origine satellitaires. De plus, des images vidéo étaient transmises au pilote en temps réel, permettant à ce dernier d'affiner le tir. Le « SLAM » était un autre exemple de la domination technologique dans la guerre du golfe avec lequel il était possible d'avoir un impact significatif sur la stratégie de projection de puissance.

Le missile mer-terre « Tomahawk » était d'autant plus précis et furtif contre des cibles stratégiques que des attaques à distance et en pleine nuit étaient effectuées. L'efficacité de ces missiles pendant la guerre du golfe était suffisante pour pousser les stratégestes américains à suggérer que des modifications de la doctrine étaient justifiées. La technologie qui donnait la capacité d'envoyer des missiles avec précision et à vitesse élevée dans n'importe quel condition environnementale, a permis la réalisation d'un armement assez efficace qui pourrait être considéré comme un armement de dissuasion à l'avenir malgré le fait qu'il est une arme non-nucléaire.²

L'appui-feu

L'appui-feu bénéficiait directement de l'emploi de la haute technologie pour mieux concentrer la force. Par exemple, les cuirassés USS Missouri et Wisconsin étaient engagés dans de nombreuses missions d'appui-feu le long de la côte koweïtienne. En utilisant les images issues des drones, leurs tourelles de 400 mm étaient particulièrement précises contre les objectifs qui comprenaient des bunkers de commandement et de troupes, des positions d'artillerie, des colonnes de ravitaillement, des installations navales et des concentrations mécanisées irakiennes.

L'armée de terre et les forces amphibies

Les drones se sont avérés être des appareils très furtifs et efficaces. Une cinquantaine de vecteurs opéraient des cuirassés Wisconsin et Missouri au bénéfice de la force amphibie, des Marines américains et de l'armée de terre. En se servant de la technologie vidéo durant la journée et d'appareil d'imagerie infrarouge pendant la nuit, ils transmettaient directement des images. Il n'y a eu que cinq drones perdus au long du conflit, dont deux seulement en raison du feu ennemi. Cet atout technologique de renseignement était un autre exemple de la multiplication de la force qui rendait possible la stratégie de pertes minimales.

En préservant la possibilité d'un embarquement amphibie comme atout, les américains ont gardé 17.000 Marines dans le golfe.⁴ Ils ont fait des exercices de débarquements sur les côtes d'Oman et de l'Arabie saoudite pour se préparer et démontrer une certaine disponibilité de leur force. En fait, un dispositif sur la plage d'Al Schuaybay, à une quarantaine de kilomètres au sud de l'entrée de la baie de Koweït, a été considéré comme point d'entrée. Enfin, CENTCOM, le général Schwarzkopf, a décidé de ne pas exercer cette possibilité en tenant compte du risque de pertes élevées. En tous cas, les exercices réalisés et la présence des Marines au large du théâtre obligeait l'armée irakienne à envoyer quelques divisions de troupes dédiées à lutter contre cette menace potentielle. Ainsi, l'armée interalliée a profité de la déception pour tromper le commandement irakien.



En résumé, au cours de la guerre du golfe, l'offensive était un succès brillant pour les forces militaires interalliées grâce aux stratégies interarmées dont la marine a joué un rôle primordial.



Partie III

Par rapport aux stratégies maritimes classiques et contemporaines

La guerre du golfe était bien distincte de toute autre guerre de grande ampleur et elle peut donc être considérée comme une tendance forte des guerres à l'avenir. Les nouvelles technologies et les nouvelles réflexions stratégiques l'ont démontré. Afin de mettre les stratégies employées dans la guerre du golfe en perspective, nous suivrons dans cette partie trois axes principaux. Premièrement, les dix principes de la guerre seront énoncés pour donner une explication brève. Deuxièmement, quelques liens entre la sagesse des stratèges classiques et les stratégies employées pendant la guerre du golfe seront établis. Finalement, quelques explications trouvées dans des lectures de stratèges actuels seront passées en revue.

Les dix principes de la guerre

Tout d'abord, les dix principes de la guerre se sont développés au fil du temps comme une distillation de sagesse en forme des principes théoriques. Malgré leur globalité, une tonalité de l'armée de terre et une application au niveau tactique, ils s'appliquent jusqu'à une certaine limite aux stratégies maritimes menées durant la guerre du golfe. Bref, ces principes sont les suivants: le choix et le maintien de l'objectif; le maintien de l'esprit d'équipe; l'action offensive; la sécurité; la surprise; la concentration des forces; l'économie de l'effort; la souplesse et la mobilité; la coopération; l'administration. Sans être exhaustifs, nous nous focaliserons sur les points les plus pertinents.

Premièrement (et probablement le point le plus important), le choix et le maintien de l'objectif était une réalité pendant ce conflit. Néanmoins, l'existence de quelques objectifs (la libération du Koweït était primordiale avant tous les autres objectifs comme par exemple la stabilisation des intérêts pétroliers, le contrôle de la menace irakienne où les États-Unis ont démontré leur nette supériorité militaire par rapport au reste du monde) pouvaient être atteints. Bien que ce troisième exemple n'ait pas été déclaré comme objectif, les États-Unis avaient de chance puisque pour la première fois après quarante ans de bipolarité avec l'URSS, ils sont intervenus contre un ancien ami de l'URSS sans avoir peur d'une riposte de la part de ce pays. Certainement, les forces alliées ont achevé la victoire et accompli ces trois objectifs parmi des autres.

Deuxièmement, en ce qui concerne la concentration des forces, la synergie entre le volume de force et de puissance impliquait la précision et la furtivité venant de la mer, de la terre et de l'air qui se sont combinées dans le temps pour briser la volonté de l'ennemi et le faire reculer rapidement. Comme nous l'avons vu auparavant, la contribution provenant de la marine interalliée était significative. Par ailleurs, avec un avantage technologique important, la stratégie d'une offensive directe, forte et concentrée en collant au plus près aux objectifs politiques – une guerre courte lorsque le soutien public était positif, la stratégie militaire étant donc une offensive concentrée, rapide et décisive.

Ensuite, concernant l'économie des efforts, était-il possible que les Américains aient sous-estimé leur supériorité ? Est-ce qu'ils ont fusionné leur stratégie classique de rouleau compresseur et l'emploi de haute technologie pour focaliser la destruction des seules cibles stratégiques ? Certes, ils ont eu la liberté d'action en mer (elle était totale), et sur le plan technologique, ils avaient un gros avantage. Mais, les Irakiens avaient l'avantage du nombre de troupes, des installations terrestres, des armements chimiques et biologiques et ils avaient presque maîtrisé la technologie des armements nucléaires. En bref, on peut dire que l'économie de l'effort avait moins d'importance que l'opinion publique et donc une volonté politique américaine pour une guerre courte.

Par ailleurs, la souplesse et la mobilité étaient démontrées par la marine. Ces principes, principalement réalisés par les GANs, donnaient aux armées un moyen de dissuasion et de projection de puissance dès le début du conflit sans créer de problèmes juridiques. Ainsi, la marine se servait de ses capacités stratégiques en respectant la souplesse et la mobilité.

La coopération était aussi respectée, les systèmes de commandement (au niveau opératif en particulier) était interarmées et interalliés mais une coopération au niveau stratégique était fondamentale pour aboutir au succès de la stratégie de la coalition. De plus, au niveau diplomatique, le fort appui fourni notamment par le monde arabe, les Européens et l'Amérique du Nord rendaient la protection de l'Arabie saoudite et l'offensive alliée possible malgré des contradictions juridiques entre les ordres du commandement interallié et la Charte de l'ONU, comme décrit en 1^{ière} partie.

Enfin, l'administration d'états-majors interalliés et nationaux, étant prête à répondre rapidement, s'avérait être très importante dans le succès des efforts alliés. Le soutien logistique stratégique obtenu sans délai en exploitant le prépositionnement des armes et des systèmes de réponse rapide, la montée en puissance de la force était réalisée plus vite que jamais. Certes, le bilan a démontré que des lacunes existaient encore mais la contribution, particulièrement celle de la marine interalliée, était primordiale au bon résultat final.



Stratégies classiques

Dans un deuxième volet, quelques grandes lignes entre les stratégies de la guerre du golfe et des théories classiques maritimes seront développées. Des œuvres de stratèges célèbres comme Clausewitz, Castex, Mahan, Corbett, ou Di Giambardino conservent une grande actualité, en dépit de la mise en service des nouveaux moyens techniques qui ont modifié les données tactiques - ils sont largement remplacés par ceux qui s'alignent avec les moyens disponibles. Certes, il y avait à la fois une expansion énorme dans la dimension spatiale et une compression temporelle forte mais, au niveau stratégique, une assez grande partie des théories s'appliquent encore actuellement comme pendant la guerre du golfe. Nous proposons donc de traiter des concepts classiques de cette stratégie maritime, en passant en revue quelques grands acteurs.

En commençant avec la stratégie de Clausewitz, malgré le fait qu'il n'avait aucune stratégie spécifiquement maritime, on peut dire que la guerre du golfe a montré la vérité de sa définition de la guerre comme un « acte de violence destiné à contraindre l'adversaire à exécuter notre volonté ».⁹ Le bilan des pertes irakiennes a été le suivant: 100.000 tués et blessés, 60.000 prisonniers, 100.000 déserteurs et un abondant matériel important détruit.⁹ Ce qui est intéressant est l'attitude de Saddam Hussein qui ne pensait pas que les alliées s'engagent dans une lutte de haute intensité et qu'ils la mènent à son terme. Cette hypothèse a été renforcée par la diplomate américaine Madame April Glaspie, pendant son rendez-vous avec Saddam Hussein quelques jours avant le commencement des hostilités. En fait, Hussein avait raison mais ce qu'il ne comprenait pas, c'était les capacités et la diversité des moyens disponibles du côté alliés, notamment les Américains. L'offensive air, mer, terre, bien orchestrée par le renseignement (dont des satellites ont pris une part significative) assurait l'effet d'un rouleau compresseur en minimisant des pertes alliées. En réalité, la guerre du golfe était paradoxalement limitée du côté alliés mais en même temps terrible pour les troupes irakiennes. La guerre classique dans les tranchées pour laquelle les troupes irakiennes étaient bien préparées et prêtes, ne s'est pas produite. Quand même, la conclusion souhaitée par les alliées était atteinte en accord avec la définition de Clausewitz.

Ensuite, le grand stratège américain Mahan « ...en proclamant la nécessité d'obtenir la maîtrise de la mer par la recherche de la bataille décisive, il donne une base doctrinale sûre et cohérente aux marins qui en étaient jusqu'alors démunis. ... Mahan proclame l'existence de principes universellement valables : l'offensive, la concentration, l'économie des forces en vue de la bataille décisive. »¹⁸ Certes pour la marine interalliée dans la guerre du golfe, la maîtrise de la mer était atteinte sans difficultés. Mais, dans un contexte strictement maritime, on ne pourrait pas dire que le principe de l'économie des forces a été respecté. Dans le cadre d'une guerre interarmée cependant, dont la stratégie maritime fait partie de la stratégie globale, les contributions de la marine, comme celles réalisées durant la guerre du golfe par les alliées - la projection de la puissance en profondeur du théâtre, l'embargo, la protection, la dissuasion et la prévention des pays dans la région ont créé les conditions pour la réussite des opérations aériennes et terrestres. De plus, cette stratégie a éliminé tout souci d'attaque maritime de la part d'un ennemi donnant effectivement aux armées de terre et air la liberté de concentrer leurs efforts dans leurs propres domaines d'excellence.

L'amiral français Castex a renforcé la théorie de Mahan en constatant : « Pas de manœuvre sans bataille au bout, immédiate ou différée. Toute manœuvre qui ne respecte pas cette obligation est faine et sans intérêt. La guerre n'est pas un prétexte à ne faire que de la cinématique. Elle exige l'acte de force. »¹⁸ Castex a réaffirmé la pertinence de la maîtrise de la mer et que l'on doit obtenir celle-ci par la destruction de la force organisée de

l'ennemi au cours d'une bataille décisive. Par ailleurs, il a poussé sa réflexion au-delà des moyens de la marine, il a rendu compte de l'importance du niveau politique et il a bien perçu l'importance d'autres composantes (dimensions) militaires - des forces terrestres, des sous-marins, des avions. Et, il a aussi mis en évidence l'augmentation de puissance en employant une force interarmées. Selon Castex, « ...il n'y a pas seulement une stratégie terrestre et une stratégie navale, mais aussi une stratégie générale, qui les dépasse toutes deux en les coordonnant. C'est elle qui unit, au plan supérieur, l'action des armées et des flottes toutes les fois que les deux types de forces doivent entrer simultanément en jeu. »¹⁴ Corbett a renforcé cette notion : « Du fait que les hommes vivent sur la terre et non pas sur la mer, l'issue des grandes guerres entre les nations a toujours résulté, sauf dans des cas très rares, soit de ce qu'une armée peut faire contre le territoire ou la vie nationale de l'ennemi, soit de la crainte des possibilités qu'une flotte peut donner à l'armée pour entreprendre contre ce même territoire et cette même vie nationale. »¹⁴ Tous ces concepts étaient pertinents pendant la guerre du golfe, notamment la stratégie de projection et de force interarmées soutenue par un flux logistique énorme. Mais ce qui n'aurait pas pu prévue ni par Castex ni par Corbett dans les dimensions spatiales ou temporelles était le rôle que jouait la marine dans la projection de puissance. Il est donc fascinant de voir la vision exprimée par l'amiral Castex : « Les missions de la force organisée ne peuvent se réduire à la seule recherche à la bataille. La guerre navale n'est pas isolée, mais s'inscrit dans une stratégie générale qui lui impose des servitudes : il faut assurer la défense des communications et des côtes, remplir certaines missions de l'armée de terre, empêcher l'ennemi d'acheminer des renforts et des approvisionnements vers le théâtre d'opérations. »¹⁴ Les exemples que Castex aurait donné à cet égard auraient été peut-être non-valable aujourd'hui, mais le principe stratégique qu'il a proposé restait importante pendant la guerre du golfe.

Par ailleurs, la prise de l'offensive au lieu de l'embargo seul a été en accord avec la réflexion stratégique de Castex. Il a écrit : « ..la maîtrise de la mer fournira des effets incomplets si on s'en tient à dominer les routes maritimes avec la seule pensée d'interdire à l'adversaire de les utiliser pour son commerce et ses ravitaillements, tandis que l'on s'en servira soi-même pour le même objet. Il faudra très fréquemment, pour précipiter la décision, pour le tenter tout au moins, agir plus dynamiquement, en exploitant le pouvoir de mer dans un sens plus étendu, en attaquant les côtes de l'adversaire et en recourant même à des opérations de grande envergure destinées à envahir le sol ennemi. On tirera ainsi de la maîtrise de la mer, dans l'ordre militaire et plus seulement dans l'ordre économique, les bénéfices qui en sont sa consécration..... Ceci revient à faire coopérer la force navale aux opérations terrestres, à la faire agir en liaison avec les armées, en permettant à celles-ci d'atteindre leur objectif propre. On ne saurait s'étonner d'être conduit à cette coopération, car le succès des opérations terrestres est après tout ce qui importe le plus. L'avantage qu'on y obtient est le seul susceptible de faire avancer les affaires. La victoire de l'armée de terre est la seule véritablement décisive, car elle a pour sanction l'occupation du territoire de l'ennemi, la ruine définitive de sa puissance et l'obligation pour lui de se reconnaître battu. Aussi le pouvoir de la mer est-il surtout intéressant dans la mesure où il contribue à la victoire sur terre ; il ne procure à lui seul la victoire totale que dans des cas exceptionnels. »¹⁴ Les théories stratégiques de Castex sont toujours d'actualité aujourd'hui, mais les progrès dans le domaine technologique ont modifié les moyens d'application de la puissance au niveau tactique et opérationnel. Les performances des moyens militaires sont sans commune mesure à ceux existant à l'époque de Castex. Le rayon d'action des porteurs d'armes par exemple est plus étendus, les moyens aériens embarqués peuvent avancer plus profondément et plus furtivement dans la zone d'affrontement entre mer et terre. Par ailleurs, les points de franchissement sont plus nombreux en utilisant des nouveaux équipements et des techniques amphibies par exemple. La guerre du golfe a montré la justesse des deux exemples.

« Les richesses drainées par le grand commerce maritime amènent Walter Raleigh à énoncer la célèbre maxime, qui sera constamment reprise après lui : « Celui qui contrôle la mer contrôle le commerce ; celui qui contrôle le commerce contrôle les richesses du monde » tandis que l'utopiste italien Tomaso Campanella affirme que « celui qui est maître de la mer est maître de la terre. » »¹⁸ Mais l'Amiral Di Giambardino a avisé contre la focalisation sur la bataille en négligeant les autres dimensions de la guerre sur mer. Il n'était pas un vrai problème pendant la guerre du golfe parce que la marine était prudente. Avec des composantes de très haute valeur (porte-avions alliés) situés dans les eaux étroites, le risque était élevé malgré le faible potentiel pour les frappes directes de la marine irakienne ou l'armée de l'air. On peut voir donc la validité de ces principes pendant la guerre du golfe et aujourd'hui.

« Problème constant : quand et comment terminer une guerre ? En 1866, Bismarck et Moltke et, en 1918, Clemenceau et Foch se disputèrent sur la réponse. »⁹ L'histoire s'est répétée avec la guerre du golfe. Le général Schwarzkopf a publiquement exprimé ses sentiments de frustrations de n'avoir pu atteindre Bagdad avant la fin du conflit. La décision prise par le Président Bush a tenu compte de l'équilibre de puissance dans le Moyen-Orient au-delà de la guerre du golfe. L'Iran, comme menace potentielle sans le contre poids de l'Irak,

aurait pu devenir la prochaine source d'instabilité dans la région. Par ailleurs, l'embargo reste en vigueur aujourd'hui plus de neuf ans plus tard.

L'amiral Duval a suggéré une approche française dans la classification des missions stratégiques maritimes. Ils en citent six : l'action contre les forces, l'action contre les intérêts, l'action contre la terre, le maniement de la dissuasion, le maniement des crises et la protection des zones économiques exclusives et des installations off-shore. L'amiral Zumwalt, ancien chef de l'US Navy a mis en évidence quatre missions stratégiques : la dissuasion, la maîtrise des mers, la projection de puissance et la présence.¹⁸ Il a suggéré que les missions de l'amiral Duval soient effectivement plus à vocation purement navales alors que celles de l'amiral Zumwalt sont plus interarmées. Les deux amiraux soulignent l'intégration de la stratégie classique dans une stratégie générale. Ces principes se sont avérés être pertinents aussi pendant la guerre du golfe.



Stratégies contemporaines

Concernant les stratégies contemporaines, la guerre du golfe s'avérait être un vaste et complexe champ d'essais des armements modernes, y compris ceux de la marine. Également, elle fut un champ d'application de nouvelles stratégies militaires, notamment dans l'emploi des concepts interarmées et interalliés. On peut donc se demander si les stratégies contemporaines sont vraiment nouvelles ou tout simplement la résurgence d'idées classiques qui ont dernièrement trouvé une nouvelle place grâce à des moyens disponibles d'une autre nature que les moyens existant à l'époque des stratégies classiques. Dans cette sous-partie-ci, nous aborderons cette question dans les grandes lignes de la stratégie interarmées et interalliée, notamment maritime.

D'abord, dans les grandes guerres mondiales, les forces alliées malgré leurs liens ont travaillé indépendamment. Certes, le concept d'interopérabilité, comme par exemple pendant les débarquements amphibies de grande envergure en Normandie impliquant les différentes composantes interalliées dans un effort de coordination énorme, était employé. L'armée de terre, en arrivant sur les plages, était confrontée à une opposition féroce, sans réel appui en profondeur de la marine. Elle était seule à se battre contre un ennemi à bien installé, la transition fut rude. Mais pendant la guerre du golfe, en utilisant la technologie moderne, il était possible de préparer au préalable le terrain pour l'armée de terre (des avions de chasse ou des missiles tirés à partir de navires ou d'avions ont détruit 50% de la capacité militaire irakienne avant l'introduction des troupes au sol). De plus, le soutien de la marine et de l'armée de l'air a continué jusqu'à la fin des hostilités. L'orchestration à chaque étape, la capacité de porter et larguer des armements vers des cibles stratégiques avec une haute précision et d'une manière bien coordonnée, donnait témoignage impressionnant aux nouveaux systèmes du commandement et du contrôle interarmées et interalliée avec une efficacité jamais vue auparavant.

Par ailleurs, en suivant une logique inverse, la guerre du golfe peut être d'une part caractérisée comme ayant été une guerre classique, d'autre part, elle avait un visage toute à fait nouveau. Elle ressemblait à une guerre classique, dans le sens qu'une stratégie directe était suivie, et le volume de la force était tel que le modèle typiquement américain du rouleau compresseur peut être utilisé pour décrire la projection de la puissance. Mais, à partir de cela, elle était tellement différente car due à la nouvelle technologie. Par exemple, le « targetting » était établi au niveau stratégique parce qu'il était possible de coordonner des pressions diplomatiques par des frappes stratégiques sur le théâtre. De plus, la coordination implique directement les décideurs au niveau stratégique et elle peut aussi connecter des pouvoirs politiques via des communications en temps réels à longue distance. Nous avons vu ci-dessus des exemples concrets où le théâtre était éclairé figurativement par des satellites, ou des radars sophistiqués ouvrant donc des possibilités de frappes en profondeur beaucoup plus précises qu'auparavant et dans n'importe quel des conditions météo. La furtivité aussi a contribué à la capacité d'opérer plus efficacement avec un niveau de risque réduit. Certes, tout ne se passait pas toujours comme prévu du côté allié pendant la guerre du golfe mais cela donne des indices de l'emploi de la force dans l'avenir.

Ensuite, la guerre du golfe a prouvé que la guerre conventionnelle à grande échelle n'était pas révolue par la présence de l'armement de dissuasion nucléaire. Résultant de l'effondrement des grands empires et à la fragmentation du monde sur le plan géopolitique, les conflits sont plus nombreux qu'auparavant. En dépit de la mondialisation des marchés économiques, cette diversité et cette tendance vers des conflits régionaux existent aujourd'hui. Dans ce scénario, la guerre du golfe était un exemple où des armes nucléaires n'ont pas eu place. Une des stratégies très importantes pour la coalition était de fixer des limites à la guerre pour se prémunir contre le développement du conflit au-delà du niveau régional. Encore une fois, la conduite d'une guerre conventionnelle efficace a été possible grâce aux moyens hautement sophistiqués disponibles.

Certes, des stratégies conventionnelles militaires ont fait la preuve de leur pertinence pendant la guerre du golfe. Mais, on peut se poser la question de savoir si les progrès de la technologie des armements conventionnels était le fruit d'une réflexion stratégique ou si la stratégie s'est adaptée aux armes de haute technologie disponible. En réalité, il semble que la combinaison des deux, fusionnés dans un processus itératif, est responsable de la démonstration de puissance formidable pendant la guerre du golfe. Par exemple, des forces interarmées et interalliées bien équipées de moyens modernes luttaient efficacement et ont rapidement atteint les objectifs dans une stratégie de guerre limitée. Cela convient avec la stratégie américaine, « ...la supériorité technique est le meilleur moyen de contrer un ennemi potentiel supérieur en nombre ».⁸ Dans l'histoire, des batailles unidimensionnelles comme par exemple celles menées par Napoléon Bonaparte, étaient forcément totales. En revanche, aujourd'hui les décideurs ont des possibilités plus étendues et bénéficient d'une précision extraordinaire – dans le golfe, des cibles stratégiques étaient détruites par des missiles venant des avions de l'armée de l'air, des avions qui décollaient d'un porte avion ou des missiles lancés d'un navire stationné dans le golfe arabo-persique. Grâce à l'exactitude des moyens et à une stratégie visant à limiter les dégâts, les dommages collatéraux étaient minimisés. Certes, il est difficile d'imaginer une telle stratégie sans avoir la capacité de l'appliquer mais la stratégie de contraintes nettement traduite en ordres opérationnels et tactiques était indispensable. De plus, cette réflexion stratégique existait avant l'apparition de tous ces moyens hautement sophistiqués comme une étape dans l'affrontement de la philosophie stratégique et du monde scientifique. Bref, la technologie est comme un raccourci liant les décideurs au niveau stratégique et politique et les exécutants au niveau tactique parfois. L'armée est devenue un instrument qui peut être utilisé plus facilement que jamais par les pouvoirs politiques.

La stratégie d'anéantissement de l'ennemi de Clausewitz était adoptée par des stratèges contemporains en particulier aux États-Unis. La guerre du Vietnam étant une exception et un désastre, les Américains étaient déterminés d'éviter une autre expérience semblable. Le général Powell a dit concernant la stratégie utilisée contre l'armée irakienne : « Nous allons d'abord lui couper la retraite et puis nous l'anéantirons. »⁸

La guerre du golfe a démontré qu'il faut désormais inclure une stratégie médiatique. Les moyens sophistiqués des journalistes leur donnent la possibilité de rapporter des événements et des images complètes avec analyses vérifiés, non-vérifiés, ou bien stratégiquement importantes soit non-pertinentes mais avec la possibilité non-négligeable d'être mal compris. Actuellement, dans un environnement politique de plus en plus sensible à l'égard de l'opinion publique notamment américaine, le public est à la fois témoin et juge. « La durée de leur résolution est inversement proportionnelle à la distance, à la durée et à la dimension du déploiement. »⁸ De plus, le public exige, avec plus de force, aux pertes réduites et l'information instant et complète. Certes, la stratégie militaire qui a limité les libertés des journalistes pendant la guerre du golfe est apparue satisfaisante durant le conflit, mais à posteriori la polémique a fait preuve que cette stratégie ne sera plus acceptée.

L'embargo est un bon exemple d'une technique maritime ancienne remise au goût du jour pendant la guerre du golfe. Cette stratégie faisait partie d'une stratégie globale. Elle créait des conditions favorables pour d'autres interventions grâce à la projection de puissance. Au plan politique, l'opinion publique aléatoire aurait été probablement favorable au court terme. Les responsables politiques ont donc favorisé une stratégie militaire qui a compris les moyens pour arriver à la solution rapidement. En tout cas, l'embargo mettait et met encore la pression sur l'ennemi. Ainsi une stratégie d'usure existe. L'objectif ultérieur la guerre était l'effondrement de l'infrastructure d'armement nucléaire, chimique et biologique en Irak. Enfin, malgré les nouvelles technologies qui existe, l'embargo reste pertinent comme démontrait dans la guerre du golfe, cette mode d'opération profite certainement aussi de la nouvelle technologie.

Essentiel mais toujours un souci pour les commandeurs opérationnels, la stratégie du soutien logistique dans la guerre du golfe s'avérait être un grand succès en ce qui concerne le volume et la qualité. Mais à propos de la synchronisation de la livraison et les besoins dans le théâtre, le programme n'était pas toujours respecté. En dépit d'une vaste capacité, bien organisé et grâce à une stratégie qui a compris le prépositionnement de matériels et le transport rapide des troupes, le volume était trop gros pour des moyens de livrer comme prévu. En tout cas, le rendement était meilleur que jamais, l'écart depuis la deuxième guerre mondiale étant très frappant. Bref, l'importance d'un dispositif logistique planifié pendant le temps de paix et mis sur pieds rapidement a été démontré par des expériences de la guerre du golfe. Les nouvelles technologies civiles sont très importantes sur le plan de l'amélioration des systèmes en permanence.

Finalement, la guerre du golfe, comme toutes les guerres, avait ses spécificités, comme le terrain qui n'avait ni obstacles ni abris ou des mers étroites mais proches du théâtre terrestre. Néanmoins, elle montrait le potentiel énorme et la synergie d'une force interarmées et interalliée. De plus, la stratégie militaire contemporaine, avec ses racines dans la stratégie classique, se trouve actuellement figée entre la création de

nouvelle philosophie et l'adaptation des principes pour mieux exploiter les nouvelles technologies, notamment des systèmes électroniques – brouillage, C3I (y compris satellites, missiles, et avions).



Partie IV

Après la guerre

Le golfe arabo-persique de la fin de la guerre jusqu'à aujourd'hui

La situation géopolitique reste fragile depuis la fin de la guerre du golfe en 1991. La stabilité au Moyen-Orient repose sur une stratégie de prévention appliquée par des forces militaires. Autrement dit, depuis neuf ans, il faut renforcer en permanence un dispositif militaire qui restreint les libertés des irakiens. On peut donc s'interroger sur cette problématique afin de mieux comprendre la situation. Dans un premier temps, nous descendrons dans la logique de Saddam Hussein, s'il en existe une! Puis, nous aborderons l'engagement des troupes de l'ONU (notamment des américains) dans la région. Enfin, quelques aspects géopolitiques qui s'imposent globalement, comme par exemple l'isolement de l'Irak du monde arabe en dépit des ambitions pan-arabes irakiennes et les facteurs religieux seront discutés.

Depuis la fin du conflit le 28 février 1991, Saddam Hussein continue d'exercer une politique contre la volonté de l'ONU, notamment les États-Unis. Malgré sa défaite et la poursuite d'interventions très contraignantes sur les activités de son pays, il garde sa vision de chef du monde arabe. Certes, ses buts politiques restent ambitieux et divers mais ses stratégies militaires sont limitées. Par rapport à ses objectifs politiques et en tenant compte de ses moyens, de ses actions et des ripostes de monde occidental, on peut se demander si ses stratégies étaient réussies ou non.

D'abord, Saddam Hussein veut sortir de sa situation afin qu'il puisse poursuivre ses objectifs, y compris le développement de ses armements nucléaires et poursuivre ses ambitions pan-arabes. Pour atteindre ces objectifs, il doit d'abord se libérer ou au moins minimiser l'influence de l'ONU et ensuite ou bien convaincre d'autres pays comme l'Arabie saoudite et le Koweït ou bien en prendre possession par la force. La voie diplomatique n'étant pas jusqu'ici le choix préféré de Saddam Hussein, il continue d'être menaçant en suivant une stratégie de non-coopération et d'agression. Par exemple, il continue de harceler ses citoyens habitant dans les « no fly zones » (des kurdes au nord d'Irak et des chiites et arabes du marais dans le sud). Saddam Hussein joue facilement entre les dissensions intra-tribales, particulièrement quand on considère les complications régionales (les Turcs et leur guerre contre les séparatistes de PKK et aussi les Iraniens qui harcèlent leurs opposants kurdes).

En outre, Saddam Hussein se sert de ses moyens militaires pour tenter d'atteindre ses objectifs mais sa marge de manœuvre stratégique est limitée. Le général Zinni des États-Unis estime que la puissance des irakiens actuellement est à 50% par rapport à celle de 1991. Depuis neuf ans, les forces irakiennes n'ont pas eu l'occasion de renouveler leurs équipements grâce à l'embargo, ni s'entraîner dans des conditions suffisantes pour atteindre un haut niveau de qualité par rapport aux pilotes des pays occidentaux.¹⁶ La forte capacité du côté irakien est sa capacité à matière de défense aérienne en zone centrale. Les Irakiens menacent les « no fly zones » à distance de sécurité du feu des avions de l'ONU lorsqu'ils essayent de les attirer sur les zones à risque élevé. Par ailleurs, Saddam Hussein joue des jeux politiques comme l'interdiction des inspecteurs des armements. S'il est en train d'amasser des stocks d'armes chimiques, biologiques et nucléaires comme stratégie de déception, il réussit à implanter des soucis majeurs pour des décideurs de l'ONU. De plus, les Irakiens utilisent l'instrument médiatique pour gagner la sympathie du monde. Cette stratégie aboutit dans un programme « pétrole contre nourriture » où l'embargo était suffisamment relâché pour laisser passer les exportations de pétrole, notamment en Turquie, en échange de vivres. En réalité, Saddam Hussein utilise ce programme à son avantage politique, cessant ses exportations périodiquement quand cela lui convient.

Est-ce que ces stratégies de Saddam Hussein et de l'Irak peuvent être considérées comme succès ou échec? Sans doute, l'Irak exerce une stratégie d'attrition en souhaitant obtenir un avantage à un moment donné.

Certes, l'ONU a démontré une volonté et une cohésion solide jusqu'ici. Mais l'appui du monde arabe se fragilise avec peut être l'exception de l'Arabie saoudite et du Koweït qui financent et accueillent des troupes américaines sur leur territoire, en permanence. Quand même, parmi le monde arabe, en dépit de leur refus de Saddam Hussein, sur le plan humanitaire, ils ne comprennent pas bien pourquoi l'embargo existe encore. D'autre part, depuis neuf ans, les pays occidentaux via l'OTAN et l'ONU observe, s'entraîne, améliore leurs équipements ainsi augmentant aussi l'écart dans le rapport de force. Bref, il est difficile de considérer la stratégie de Saddam Hussein comme succès, au contraire il a réussi à isoler l'Irak du reste du monde.

Dans un deuxième volet, du côté de l'ONU, les pays membres, y compris largement des américains, restent dans la région pour protéger leurs intérêts. Les objectifs politiques actuels ressemblent étroitement à ceux de 1991 sauf qu'il n'est pas nécessaire de libérer le Koweït mais plutôt de protéger et de renforcer sa souveraineté en face la menace irakienne qui existe toujours. Par ailleurs, les enjeux sont énormes. Le général Zinni a constaté que les États-Unis importe 18% leur pétrole du Moyen-orient actuellement et au fur et à mesure les prochaines années, le flux pourrait augmenter de jusqu'à 25%. De plus, le Japon importe de 75% à 80% de leur besoin en pétrole de cette région.¹⁶ Quoi qu'il en soit, alors que ses intérêts sont fortement liés à une économie d'énergie, des objectifs politiques des États-Unis et de l'ONU seront axés vers le maintien de la stabilité politique et vers la liberté des voies maritimes, les grands chemins commerciaux qui connectent le Moyen-Orient et l'Amérique du nord, le Japon, l'Europe de l'ouest etc.

Les stratégies militaires qui découlent directement des objectifs politiques sont actuellement de protéger les intérêts stratégiques comme le Koweït, l'Arabie saoudite, et les accès et routes maritimes comme le golfe arabo-persique, la mer rouge, le canal Suez. De plus, l'ONU protège les habitants dans les régions nord et sud de l'Irak contre la menace du pouvoir irakien. Enfin, l'embargo s'avère bien efficace comme moyen pour instaurer une stratégie de contrainte. L'Irak, isolé et compte sur ses propres moyens pour développer et restocker leur caches d'armements est du moins freiné dans leur progrès par rapport aux pays de l'ONU. En dépit de tout cela, il fallait que l'ONU puisse reprendre l'offensive pour réaffirmer sa volonté en matière d'accord pour interdire à l'Irak de produire des armements.

L'opération Désert Fox a été déclenchée le 16 décembre 1998 après que Saddam Hussein a refusé d'admettre des inspecteurs d'armements de l'ONU dans son pays après un rapport qui indiquait un gros stockage d'armements biologiques en Irak. Effectivement, quatre jours de bombardements intenses ont eu lieu avec quelques attaques air-air dans le « no fly zone » pendant janvier 1999. Le Groupe aéronaval USS Carl Vincennes fournissait une grande partie des avions d'attaque et des Tomahawk missiles croisières. Le reste des avions de chasse et des B-52 Bombers venait de Diego Garcia, de Bahrain, du Koweït, et de l'Arabie saoudite. Bref, les attaques intenses ont rééquilibré la situation en Irak, et sur le plan intérieur, le Président Clinton était soulagé, soustrait de la pression du procès d'impeachment.

Sur le plan géopolitique, l'isolement de l'Irak devient de plus en plus inquiétant pour les pays occidentaux, parce qu'il se manifeste comme une source d'instabilité majeure dans la région. Cette tendance provient de plusieurs facteurs complexes parmi lesquels l'embargo, le caractère de Saddam Hussein et les fractures religieuses – toutes influent les acteurs principaux et ont un impact significatif sur la politique et les stratégies militaires directement associées. D'abord, après avoir subi des défaites majeures et les effets de presque dix ans d'embargo, l'armée irakienne atrophiée et les conditions de la vie en Irak se sont détériorées significativement. Mais le caractère de Saddam Hussein est tel qu'il ne capitule jamais. Il continue de faire tuer ses adversaires de l'intérieur et de contrôler son peuple, y compris les militaires, avec un main de fer. De plus, ses ambitions pan-arabes, brisées à cause de ses agressions contre le Koweït et l'éclatement de la confiance intra-étatique au sein de monde arabes ont poussé l'Irak vers l'isolement. Sur le plan religieux, l'Irak comme État laïque islamiste, affronte d'autres religions qui se trouvent dans le Proche-Orient, y compris en Irak – par exemple, comme discuté ci-dessus, l'armée irakienne harcèle les peuples kurdes et chiïtes. Par ailleurs, il y a des influences d'extérieures comme les interventions des chrétiens catholiques. Malgré la faible population chrétienne (environ 3% en Irak), le Pape et le Vatican s'opposent toujours aux interventions militaires, notamment l'embargo, pour raisons humanitaires. Mais, l'Irak a une fois de plus démontré sa tendance vers l'isolationnisme en refusant la visite du Pape Jean Paul en décembre dernier, prétendant un manque de sécurité. En fait, l'Irak accueillerait politiquement une réaffirmation de ses sentiments contre l'embargo mais il a peur d'autre polémique comme les manquements dans les domaines des droits de l'homme ou l'autocratie qui existe.¹⁹ Bref, l'Irak qui est plutôt isolé actuellement, continue d'être une zone à fort risque. L'ONU, dans le but de ne pas laisser la situation se dégrader jusqu'au point d'une rupture militaire, a employé une stratégie économique pour améliorer la situation de la population. Le plafond sur le programme « pétrole contre nourriture » qui a commencé en décembre 1996 et qui permet à l'Irak de vendre du brut afin de se procurer des

produits de première nécessité, a été élevé de 5,2 à environ 7 milliards de dollars en septembre 1999.¹⁹ En tout cas, l'isolement de l'Irak est un facteur déstabilisateur au Moyen-Orient.



Conclusions générales

Dans le bilan de la guerre du golfe, il est évident que la coalition a nettement atteint les objectifs militaires fixés initialement mais le résultat ne fut pas aussi clair au niveau politique. Certes le Koweït a été libéré et la région stabilisée. Le flux du pétrole, notamment vers les Etats-Unis, a été rétabli. La production d'armements (chimiques, biologiques et nucléaires) fut systématiquement recherchée et empêchée. L'état fut mis sous contrôle de l'ONU. Mais depuis la guerre, la stabilité reste fragile lorsque Saddam Hussein continue d'isoler l'Irak du reste du monde, notamment en essayant de produire secrètement des armes et en refusant l'accès aux inspecteurs de l'ONU. Du fait que l'embargo est toujours en vigueur neuf ans plus tard indique la volonté extrémiste et inflexible de la part de Saddam Hussein malgré le mauvais état de l'économie de son pays. Quoi qu'il en soit, la force interalliée et interarmée s'est avérée être efficace, mobile, rapide et souple mais pas forcément économique. Il faut attribuer la réussite générale de la campagne militaire au leadership fort exercé par les responsables politiques et stratégiques. Les conclusions générales sont donc directement liées.

D'abord, on peut dire que la guerre du golfe a été à la fois un échec et une réussite politique. D'une part, la diplomatie n'a pas trouvé de solution et il a fallu projeter une force armée puissante pour atteindre les objectifs politiques de la communauté internationale. D'autre part, les décideurs politiques se sont rendus compte rapidement qu'il n'y avait qu'une solution - l'emploi de la force dans une réponse rapide à haute intensité et en minimisant les pertes humaines. Le message envoyé aux armées était clair et les objectifs bien définis. La stratégie militaire développée était ainsi nettement supérieure à celle de l'adversaire et le processus de planification très simplifié grâce aux directives claires reçues des décideurs politiques. D'après M. Alain Carton, « Un parallèle a été tiré entre la victoire américaine dans le golfe Persique et le renforcement du leadership américain au sein de l'Alliance. Il faut y voir surtout la détermination politique américaine devant les crises régionales. Cette politique contient au moins trois aspects essentiels : le renforcement des alliances au niveau mondial; le maintien de forces prépositionnées à un niveau réduit mais avec une capacité de renforcement rapide ; la modernisation des capacités stratégiques offensives et défensives, liée au contrôle des mers. »² Pour les militaires, le leadership fut donc considéré comme une réussite.

Pendant la guerre du golfe, les avions des porte-avions ont traité les mêmes genres de cibles terrestres que leurs camarades de l'armée de l'air. Tous les chars et appareils lourds de l'armée de terre furent acheminés par les moyens des marines alliées. Toutes les armées partageaient certains moyens, comme par exemple l'information provenant des satellites et les navires hôpitaux, heureusement ils n'ont pas été employés intensivement. La stratégie des marines alliées a rendu possible l'imposition de la dissuasion, la protection, la prévention et finalement la projection de puissance pour forcer les irakiens à reculer vers leur propre territoire en laissant le Koweït libéré. Dans le propos de Hervé Coutau-Bégarie, « Au lieu de rester limitée à son environnement spécifique, la guerre maritime s'est trouvée englobée dans une stratégie générale. À la guerre navale proprement dite s'ajoute maintenant une exploitation directe de la puissance maritime contre la terre. »¹⁸ Le concept interarmées s'est avéré donc être une stratégie militaire d'emploi de la force très importante qui est faisable dans une guerre réalisée par une coalition de pays alliés, conventionnelle et qui apparaît s'imposer comme le concept d'opérations le plus probable dans les conflits régionaux futurs.

La marine interalliée s'est trouvée au cœur de la stratégie tout au long du conflit. Pendant la phase préparatoire, elle a transporté une vaste majorité des matériels sur zone (le prépositionnement des matériels étant stratégiquement important). Elle a maintenu libre et sécurisé les voies maritimes. Elle a mis l'Irak sous pression avec l'embargo. Elle a protégé l'Arabie saoudite et la Turquie tout en dissuadant l'Irak de se déployer au-delà de la frontière du Koweït. De plus, la marine a participé fortement à la projection de force et de puissance, plus tard dans le déroulement du dispositif. Effectivement, la nette supériorité de la marine interalliée a éliminé tous les soucis que l'armée de l'air ou de terre auraient eu à cet égard. Elles étaient libres de faire leur activité en toute confiance parce que la marine était située à proximité et constamment prête à apporter un appui 24 heures sur 24. La contribution maritime fut donc primordiale pour le déroulement de la stratégie militaire développée initialement, et ce avant, durant et après la guerre.

Par ailleurs, la nouvelle capacité de tir de missiles Tomahawk à partir de sous-marins représentait un nouveau système d'arme offrant la possibilité de déplacer la réflexion du niveau tactique au niveau stratégique, et non pas à l'inverse. De plus, l'emploi des nouvelles technologies au cours de la guerre du golfe montrait la convergence entre la stratégie militaire et la volonté des décideurs politiques d'influer directement sur le déroulement des opérations. Pendant la guerre du golfe, le Président Bush était en permanence en communication directe avec le théâtre grâce aux satellites et aux systèmes de haute technologie. À son crédit, le Président a limité ses décisions aux affaires politiques. Avec des armes plus précises, disponibles qui infligent des dommages collatéraux minimaux, il a été possible de le faire durant la guerre malgré les conséquences et donc les risques possibles d'une telle imbrication entre les responsables politiques et militaires. Ainsi, la guerre du golfe a démontré la possibilité de fusionner, dans l'avenir, la stratégie militaire avec la fonction politique encore plus profondément qu'aujourd'hui. Bref, la technologie a influencé et continuera probablement d'influencer la stratégie militaire d'une manière plus profonde.

L'histoire est pleine d'exemples d'événements, de personnages ou de nouvelles inventions qui changent profondément nos vies, y compris la stratégie militaire. Dans la guerre du golfe, on peut trouver des exemples à la fois d'une guerre classique et d'une guerre contemporaine. Elle peut être ainsi considérée comme un point clé dans l'histoire de la guerre. Bien que la stratégie classique de la marine reste valable durant la guerre du golfe, elle a amené des indications riches d'enseignement sur le déroulement des guerres futures. Les nouveaux moyens disponibles, notamment du côté américain, ont rendu possible la liaison des décideurs directement, via les satellites, au commandement théâtre. De cette manière, la sélection des cibles stratégiques (« targetting ») devient coïncé entre les différents niveaux de commandement et politique. Le contrôle des missiles des sous-marins sous l'eau contre des cibles au sol était un autre exemple impressionnant de l'emploi de nouvelle technologie. Par ailleurs, la coordination et l'intégration des enseignements, non-seulement sur le théâtre mais aussi en combinaison avec les interventions diplomatiques, se sont aussi avérées être un multiplicateur de force impressionnant. Quoique le politique ait été bien distingué du commandement au niveau stratégique pendant la guerre du golfe, on peut imaginer la convergence des fonctions politiques et stratégiques militaires en temps de guerre au fur et à mesure des progrès technologiques. La guerre du golfe fut donc considérée comme un point de transition clé entre les guerres combattues sous les stratégies classiques et contemporaines. Par ailleurs, on peut aussi donc se demander jusqu'à quelle limite la technologie futur amènera le fusionnement de la stratégie militaire et de la fonction politique.

Finalement, les médias ont introduit une nouvelle dimension à l'art de la guerre. Grâce à la nouvelle technologie de communication (la compression des délais, l'augmentation du volume des reportages et une meilleure clarté des images), le public avait un sens réel de la guerre. Les médias se sont ainsi avérés être un facteur très puissant de façonnement de l'opinion publique. L'importance de l'opinion publique étant plus que jamais au cœur des pays démocratiques, il faut que les militaires aient désormais une stratégie de communication intégrée dans leur stratégie générale pour deux raisons : premièrement, le public est à la fois témoin et juge ; deuxièmement, au niveau politique, les décideurs n'accepteront que les stratégies qui sont en concordance directe avec leurs objectifs et prendront toujours en compte la sensibilité de l'opinion publique. L'embargo était rejeté par M. Bush comme seul mode d'action parce que le résultat aurait, à son avis, été atteint trop lentement pour le public. Par ailleurs, la stratégie médiatique mise sur pied pendant la guerre du golfe par le militaire avait des défauts significatifs – il s'agissait de contrôle d'accès excessif d'après les médias. Bref, l'opinion publique doit être donc gérée soigneusement par l'armée. La doctrine de gestion médiatique des conflits doit être développée au niveau stratégique de concert avec les médias afin d'assurer le respect de leurs droits juridiques dans les cas de guerre sans empêcher le militaire d'agir.

Références :

1. Marine et guerre du golfe, Ouvrage collectif rédigé sous la direction du capitaine de vaisseau Jacques Gheerbrant et le lieutenant de vaisseau Yann de Molliens, Addim, janvier 1992
2. L'année stratégique 1992 - Les équilibres militaires, IRIS, sous la direction de Pascal Boniface, 1992
3. Guerre Éclair dans le golfe, Jean-Claude Lattès, Addim, 1992
4. Le Bouclier et la Tempête, Aspect militaires de la guerre du golfe, Jean-Jacques Langendorf, 1995
5. Stratégique 51/52 – La guerre du golfe, Fondation pour les études de défense nationale, Directeur de la rédaction : Générale Lucien Poirier, Rédacteur en chef : Hervé Coutau-Bégarie, 3e/4e trimestres 1991
6. Dictionnaire de géopolitique, Aymeric Chauprade et François Thual, 1998
7. L'intelligence au service de la conception stratégique, www.stratisc.org, Jean-Marie Sandeau
8. La culture stratégique américaine et le golfe, www.stratisc.org, Bruno Colson
9. La guerre du golfe dans la généalogie de la stratégie, www.stratisc.org, Poirier
10. The Persian Excursion, The Canadian Navy in the Gulf War, Cmdre D.E. Miller and Sharon Hobson, 1995
11. Médiatisation des crises et conflits, La guerre du Golfe, Groupement enseignement général, CID, Session 1999/2000
12. Stratégique 48 – La stratégie maritime, Directeur de la rédaction : Générale Lucien Poirier, Rédacteur en chef : Hervé Coutau-Bégarie, 4e trimestre 1990
13. Paix et Défense, Jean-Michel Boucheron, 1992
14. Théories stratégiques – Tome I, Amiral Castex, l'École pratique des Hautes Études, 1997
15. Une stratégie maritime sur mesure, www.stratisc.org, James Cable
16. It's All a Matter of Perspective, Interview with General Zinni, U.S. Marine Corps, Proceedings, May 1999.
17. The U.S. Navy in Review, Scott C. Truver, Proceedings, May 1999.
18. Traité de stratégie, 2^e édition, Hervé Coutau-Bégarie, 1999.
19. Le Figaro, Juillet 1999 – Mars 2000